

Rapport d'Orientation Budgétaire Commune de REYRIEUX

Février 2021





Débat d'Orientation Budgétaire

Sommaire :

- Contexte juridique
- Contexte général :
 - L'économie mondiale
 - La zone euro
 - La France
- Loi de Finance 2021
- Rappel des éléments financiers rétrospectifs :
 - les épargnes
 - Ratio de désendettement
- Compte administratif 2020
- Garantie de la dette
- Récapitulatif prospectif 2021 - 2026
 - Section fonctionnement (details)
 - Section Investissement (PPI)
- Fiscalité 2021
- Structure de la dette prospective



Débat d'Orientation Budgétaire

Contexte juridique

Contexte juridique

- Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire pour les communes de **plus de 3.500 habitants**

- Avant l'examen du budget, l'exécutif présente à son assemblée délibérante un rapport sur :
 - le **contexte économique** international, européen et national
 - les **orientations budgétaires** : évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), de la fiscalité, des subventions ...
 - les **engagements pluriannuels** envisagés :
 - la programmation des investissements avec prévisions des recettes et dépenses. = **PPI**
 - la structure et la gestion de la **dette**



Débat d'Orientation Budgétaire

Contexte général et économique

- mondial**
- en zone euro**
- en France**

Contexte général : l'économie mondiale

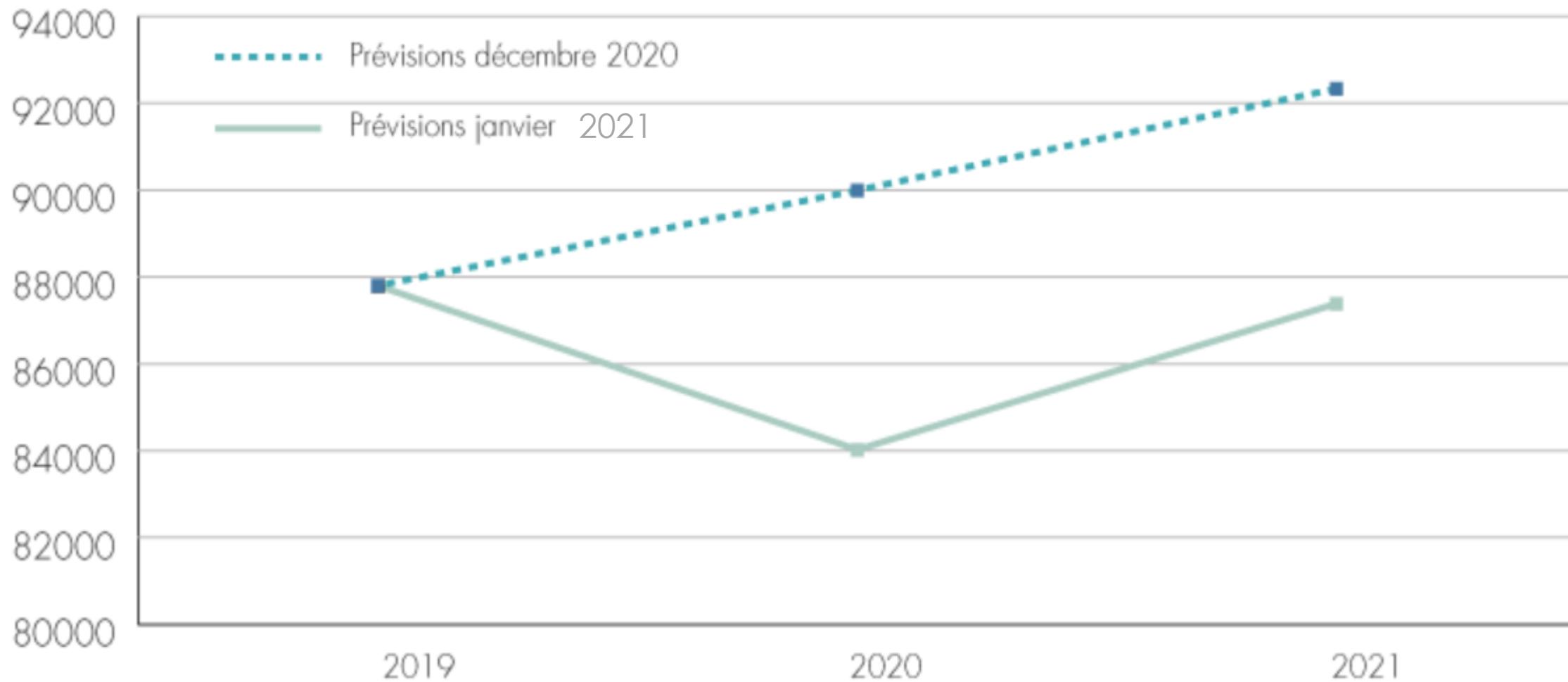
- ❑ La crise économique que traverse actuellement l'économie mondiale est la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale
- ❑ Suite à l'apparition fin 2019 du coronavirus, le reste du monde a assisté incrédule le **23 Janvier 2020** aux **premiers confinements de métropoles chinoises** avant d'être touché à son tour par la pandémie de la COVID-19 début 2020.
- ❑ Depuis, **l'économie mondiale évolue au rythme de la pandémie** et des mesures de restrictions imposées pour y faire face.
- ❑ Démunis face à la première vague qui submergea les services hospitaliers au printemps, les gouvernants cherchant à enrayer la vitesse de propagation de l'épidémie, ont eu largement recours à des **mesures de confinement**
- ❑ Après une **chute record de l'activité au premier semestre**, les déconfinements progressifs au début de l'été se sont traduits mécaniquement par de **forts rebonds au 3^e trimestre** dans les pays développés, l'activité restant **toutefois en retrait par rapport à la fin de l'année 2019**.
- ❑ Suite à l'accélération de la propagation de l'épidémie à partir de la fin de l'été, l'Europe et les Etats Unis sont confrontés depuis l'automne à une **deuxième vague parfois à une 3^{ème} vague** de contaminations, conduisant à une réintroduction progressive des mesures restrictives voire à des **nouveaux confinements**.
- ❑ Avec plus de **2,4 millions de décès** et plus de **108 millions de cas** d'infection à la COVID-19 recensés au niveau mondial, l'arrivée de **vaccins** relativement efficaces constitue une véritable lueur d'espoir pour enrayer la pandémie, bien que celle des **variants** sème à nouveau inquiétude et doutes .

Contexte général : l'économie mondiale

- ❑ **Une perte** de richesses de plus de **6 000 milliards de dollars en 2020 et 2021**
- ❑ **20 millions** de destruction d'emplois aux Etats Unis en avril 2020
- ❑ Le prix du baril de **Brent** était descendu au dessous des **21 \$** il est remonté aujourd'hui à **60 \$**
- ❑ La Réserve Fédérale des EU (FED) débloque un fonds de **2300 Mds de \$** pour rachat d'actifs
- ❑ Seule la **Chine** constate une évolution du PIB positive en 2020
- ❑ En 2021 nous devrions retrouver des évolutions de PIB positives sauf si la pandémie s'aggrave
- ❑ Les **investisseurs inquiets** déportent leurs capitaux des marchés actions vers des **marchés moins risqués**
- ❑ **Performance des indices américains** en grande partie grâce aux **GAFAM** (25% du S&P500)
- ❑ **Eurostoxx50** : en faible repli

ÉVOLUTION PRÉVISIONNELLE DU PIB MONDIAL

EN MILLIARDS DE DOLLARS COURANTS



Prévisions FMI (janvier 2021)

Monde

	Estimation		Projections	
	2020	2021	2022	
Prévisions précédentes	-4,4%	5,2%		
Prévisions actualisées	-3,5%	5,5%	4,2%	

Etats-Unis

	Estimation		Projections	
	2020	2021	2022	
Prévisions précédentes	-4,3%	3,1%		
Prévisions actualisées	-3,4%	5,1%	2,5%	

Chine

	Estimation		Projections	
	2020	2021	2022	
Prévisions précédentes	1,9%	8,2%		
Prévisions actualisées	2,3%	8,1%	5,6%	

Zone euro

	Estimation		Projections	
	2020	2021	2022	
Prévisions précédentes	-8,3%	5,2%		
Prévisions actualisées	-7,2%	4,2%	3,6%	

France

	Estimation		Projections	
	2020	2021	2022	
Prévisions précédentes	-9,8%	6,0%		
Prévisions actualisées	-9,0%	5,5%	4,1%	

Royaume-Uni

	Estimation		Projections	
	2020	2021	2022	
Prévisions précédentes	-9,8%	5,9%		
Prévisions actualisées	-10,0%	4,5%	5,0%	

Allemagne

	Estimation		Projections	
	2020	2021	2022	
Prévisions précédentes	-6,0%	4,2%		
Prévisions actualisées	-5,4%	3,5%	3,1%	

Italie

	Estimation		Projections	
	2020	2021	2022	
Prévisions précédentes	-10,6%	5,2%		
Prévisions actualisées	-9,2%	3,0%	3,6%	

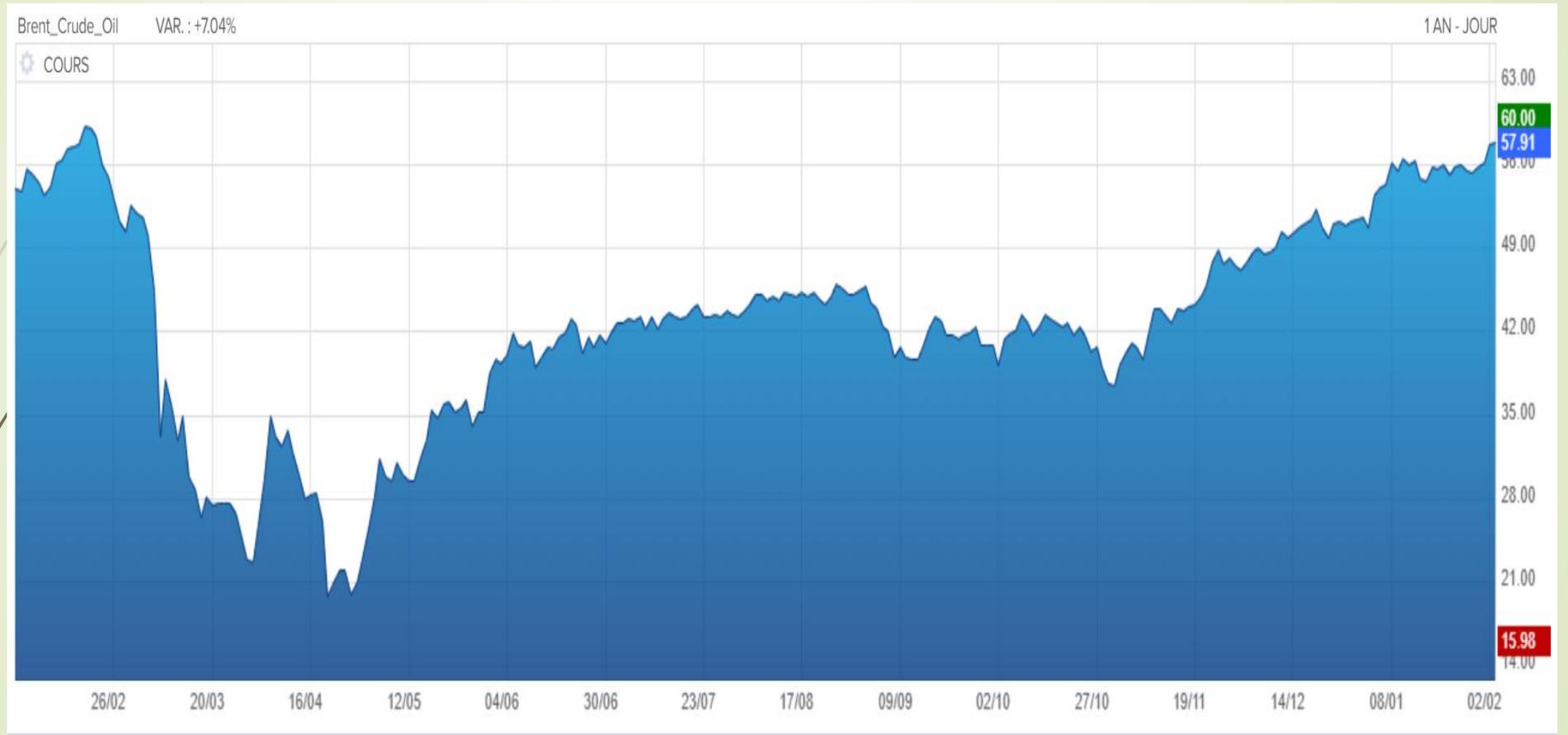
Espagne

	Estimation		Projections	
	2020	2021	2022	
Prévisions précédentes	-12,8%	7,2%		
Prévisions actualisées	-11,1%	5,9%	4,7%	

- Caractère inédit de la crise et **incertitudes toujours fortes** concernant la reprise
- Impact plus négatif qu'anticipé en zone euro et **reprise plus graduelle** que prévu auparavant

Variations du cours du baril de Brent

du 4 février 2020 au 3 février 2021



Variations du cours Euro Stoxx 50

du 4 février 2020 au 3 février 2021



Variations du cours S&P 500

du 4 février 2020 au 3 février 2021



Contexte général en ZONE EURO: soutien massif des institutions européennes

- ❑ Au-delà des **plans d'urgence nationaux**, le soutien massif des institutions supranationales devrait atténuer les effets de la **2^e vague** de la pandémie en zone euro et contribuer à relancer l'économie une fois celle-ci maîtrisée,
- ❑ Au cours de l'été, les Etats membres de l'UE lancent un important plan de relance de **750 Mds €** en prêts et subventions, en plus du **programme SURE** (conçu pour aider les Etats membres à lutter contre le chômage) pour un montant de **100 Mds €**.
- ❑ Sur le plan sanitaire, l'Europe **finance les transferts transfrontaliers de patients (220 M€)** là où cela est nécessaire.
- ❑ De son côté, contrairement à 2018, la **Banque Centrale Européenne** a réagi rapidement et significativement. Elle a créé le programme d'aide à la pandémie (**PEPP**) doté d'une capacité de **1350 milliards €** début juin. Au-delà, elle a maintenu sa politique monétaire très accommodante, grâce à des **taux d'intérêts très bas**, permettant aux gouvernements de financer d'importants plans de relance par déficit public.

Contexte général en ZONE EURO: rôle de la Banque Centrale Européenne (BCE)

Le PIB de la zone Euro

- ❑ Dans ce contexte d'incertitudes accrues, la croissance du **PIB** en zone euro est estimé à **environ -6,8 % en 2020** et devrait **rebondir à + 3,8 % en 2021** d'après les prévisions et se **maintenir 2022**

L'inflation de la zone Euro

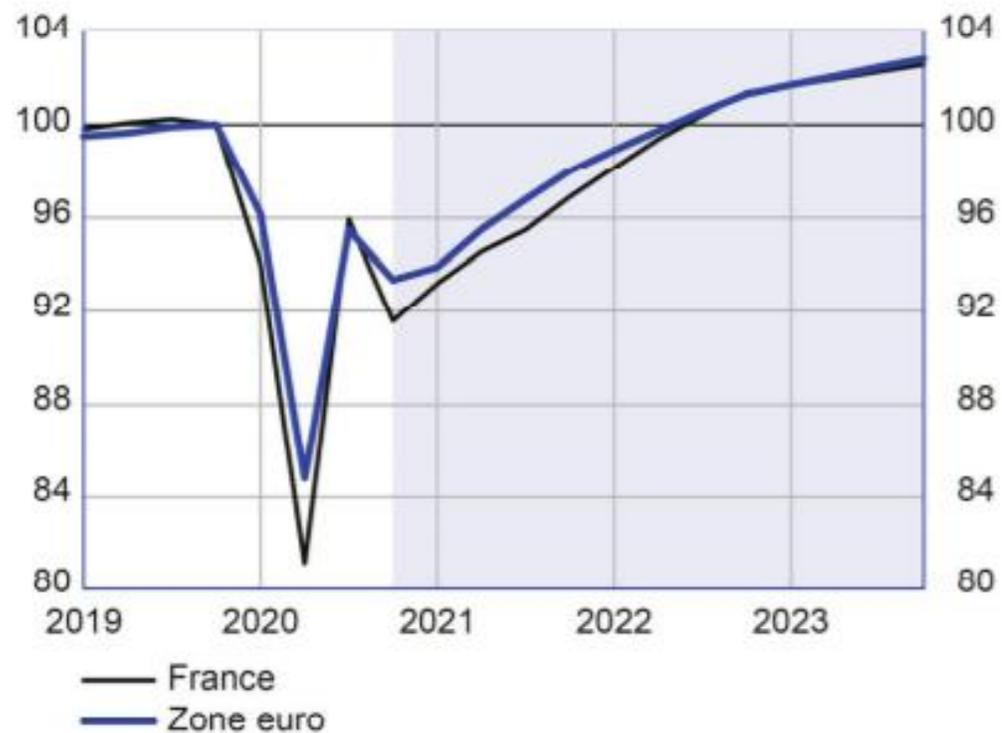
- ❑ Le rôle de la BCE est de « gérer la monnaie unique, assurer la **stabilité des prix** et mener la **politique économique et monétaire** en Zone Euro ». Dans les faits, la ligne directrice de la BCE est de **maintenir l'inflation en Zone Euro** à un niveau proche / mais inférieur à **2%**.
- ❑ L'objectif de 2% d'**inflation** n'est pas atteint. A ce jour l'inflation serait de **0,3% en 2020**, et estimée à **1,40% en 2021 et 1,30% en 2022**.

Les taux d'intérêts de la zone Euro

- ❑ L' Euribor 3 mois est passé sous le seuil des **-0,5%**
- ❑ Il ne devrait pas redevenir positif avant **2028 !?**
- ❑ En Zone Euro, l'abondance de liquidité a permis de retrouver des niveaux de **taux d'intérêts très bas**, pour les emprunts à moyen et à long terme

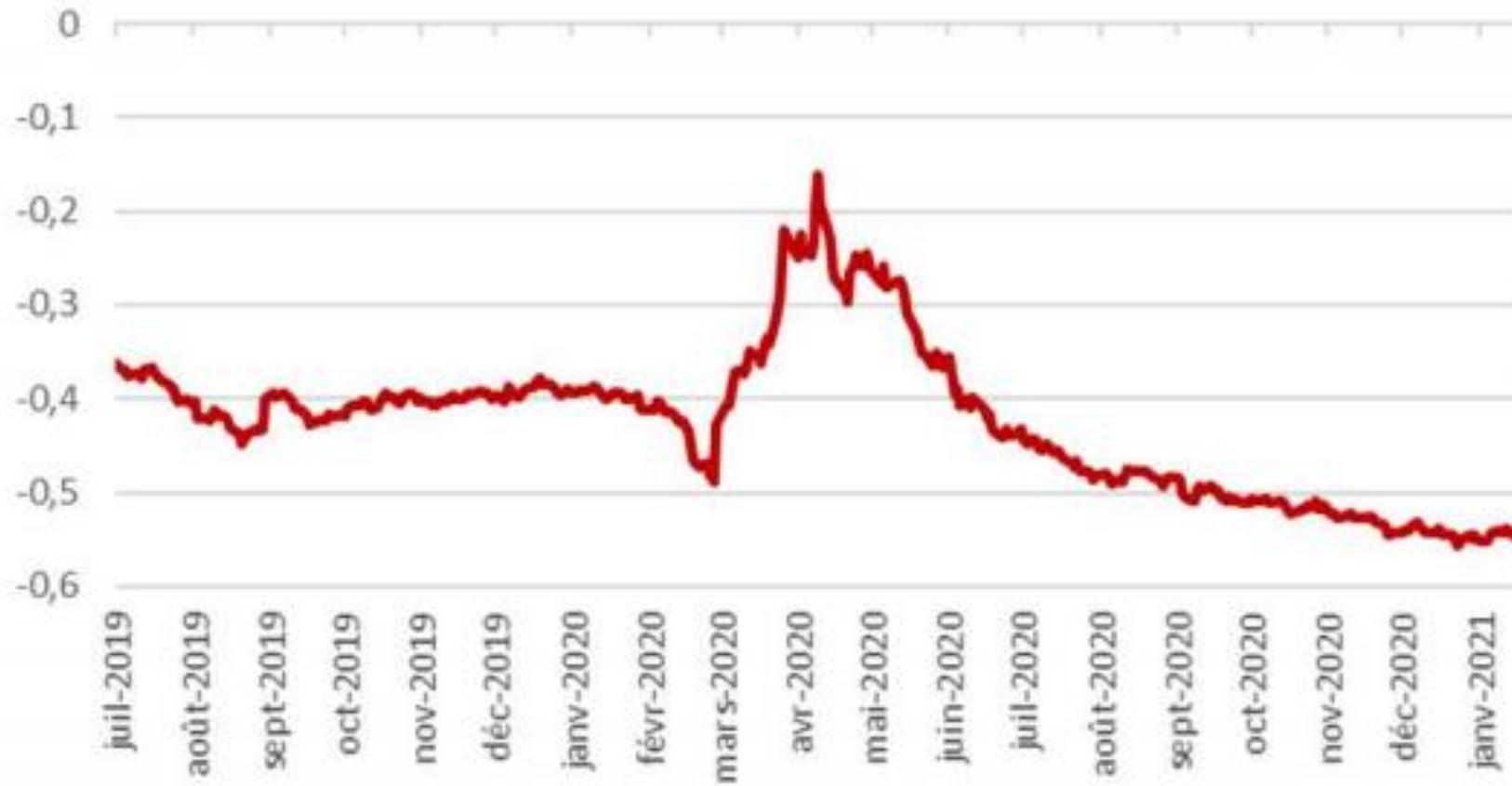
Graphique 4 : Niveau de PIB réel en France et en zone euro

(base 100 = T4 2019)

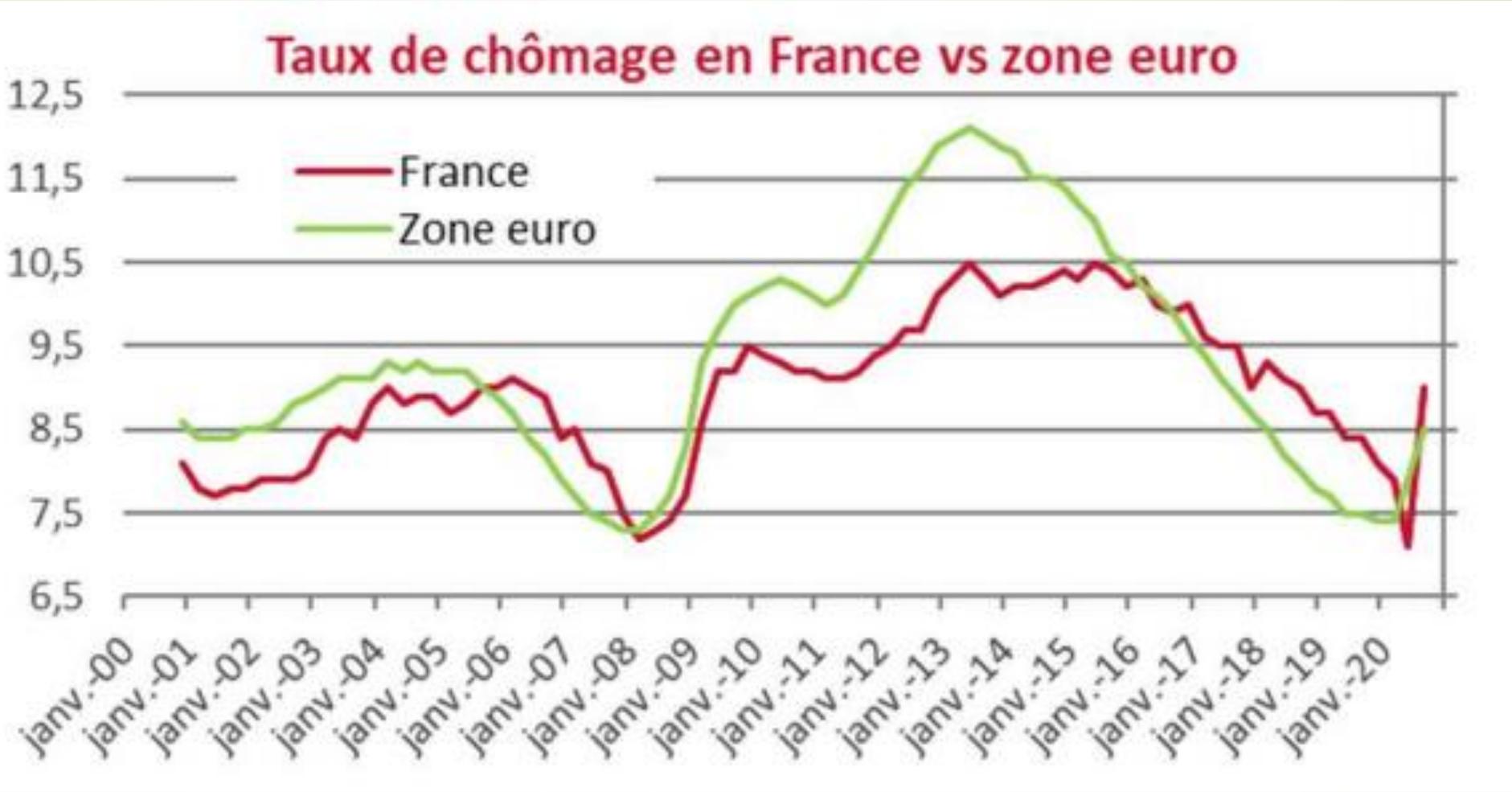


Sources : Insee et Eurostat jusqu'au troisième trimestre 2020, projections Banque de France et Eurosysteme sur fond bleuté.

EURIBOR 3 MOIS



Historique taux de chômage



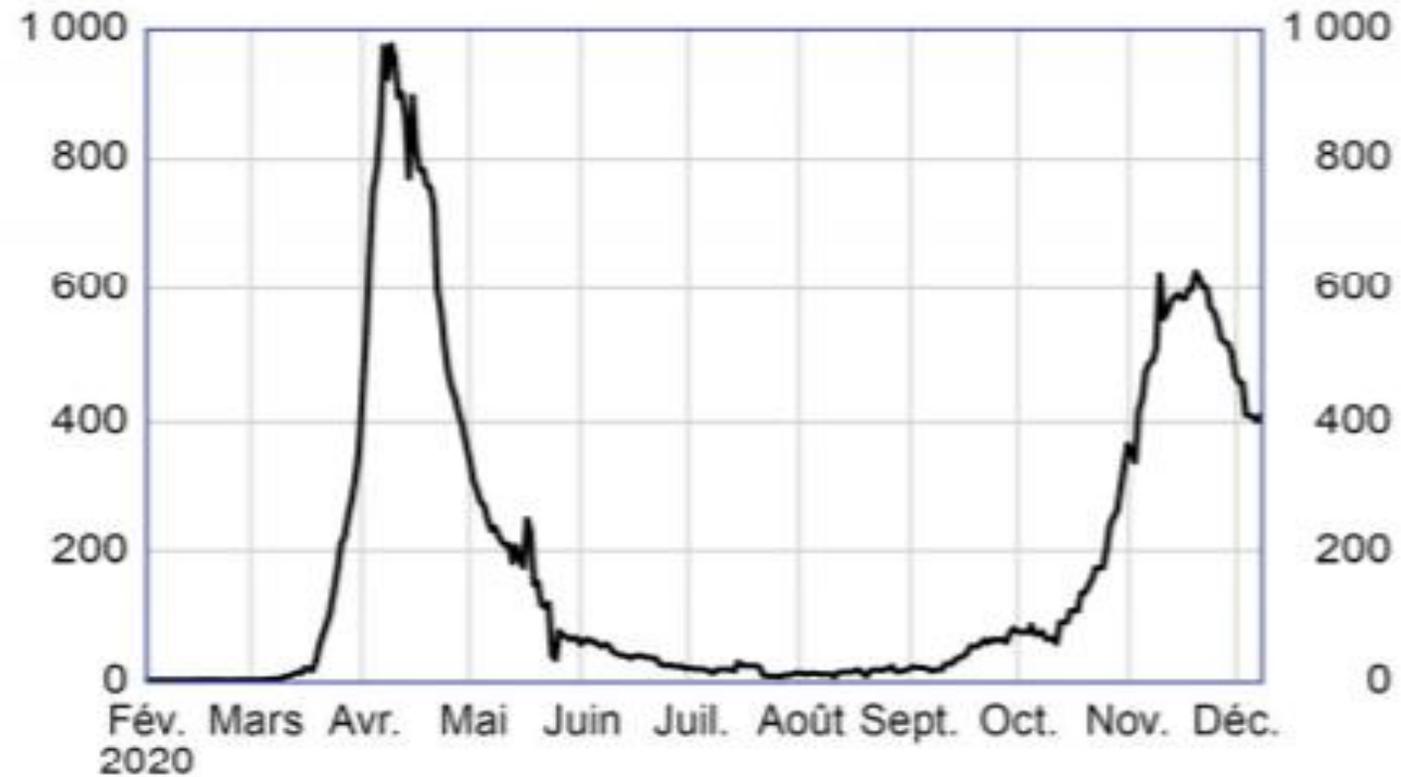
Contexte général en FRANCE:

l'économie à l'épreuve de l'épidémie de la COVID-19

- ❑ **Reculant de 5,9 % au 1^{er} trimestre, le PIB a chuté de 13,7 % au 2^e trimestre** suite au 1^{er} confinement. Suite à l'assouplissement des restrictions, **l'activité économique française a fortement rebondi à l'été tout en restant inférieure de 4 % à son niveau d'avant crise.** La croissance du PIB au **3^e trimestre** est de **18,2%** .
- ❑ Suite au nouveau confinement national du 30 Octobre. **l'activité économique s'est à nouveau contracter au 4^e trimestre.** On devrait aboutir à **-8,3%** sur l'année. Elle pourrait remonter à **+ 5,5% en 2021** et **+4,1% en 2022** sauf si aggravation de la crise sanitaire
- ❑ Si toutes les composantes de la demande ont été affectées, certains secteurs ont été **plus particulièrement touchés** par la crise sanitaire : **l'hébergement** et la **restauration**, la **fabrication d'équipements** et les services de **transport** (automobile et aéronautique)

Graphique 2 : Nombre de décès liés à la Covid-19

(par jour, moyenne mobile sur 7 jours)



Source : Santé publique France, dernière donnée au 8 décembre.

Les chiffres clés en France au 16/02/2021, arrêtés à 14h (mis en ligne en fin de journée)

3 489 129

**CAS CONFIRMÉS
(+19 590 DEPUIS
LA VEILLE)**

(Source : données issues des laboratoires partenaires et de SI-VIC jusqu'au 12/05 puis de SI-DEP depuis le 13/05)

5,9%

**DE TAUX
DE POSITIVITÉ²
DES TESTS**

(Source : données issues de SI-DEP)

2 298 086

**PERSONNES AYANT
RECU AU MOINS
UNE DOSE DE VACCIN
EN FRANCE
AU 15/02/21**

(Source : données issues de vaccin covid)

82 812

**DÉCÈS¹ DONT
58 578 A L'HÔPITAL
(+352 EN 24H)**

(Source : données remontées par les centres hospitaliers participants à SI-VIC et signalements liés au COVID-19 dans les ESMS)

9 383

**NOUVELLES
HOSPITALISATIONS
ET 1 702 ADMISSIONS
EN RÉANIMATION SUR
LES 7 DERNIERS JOURS**

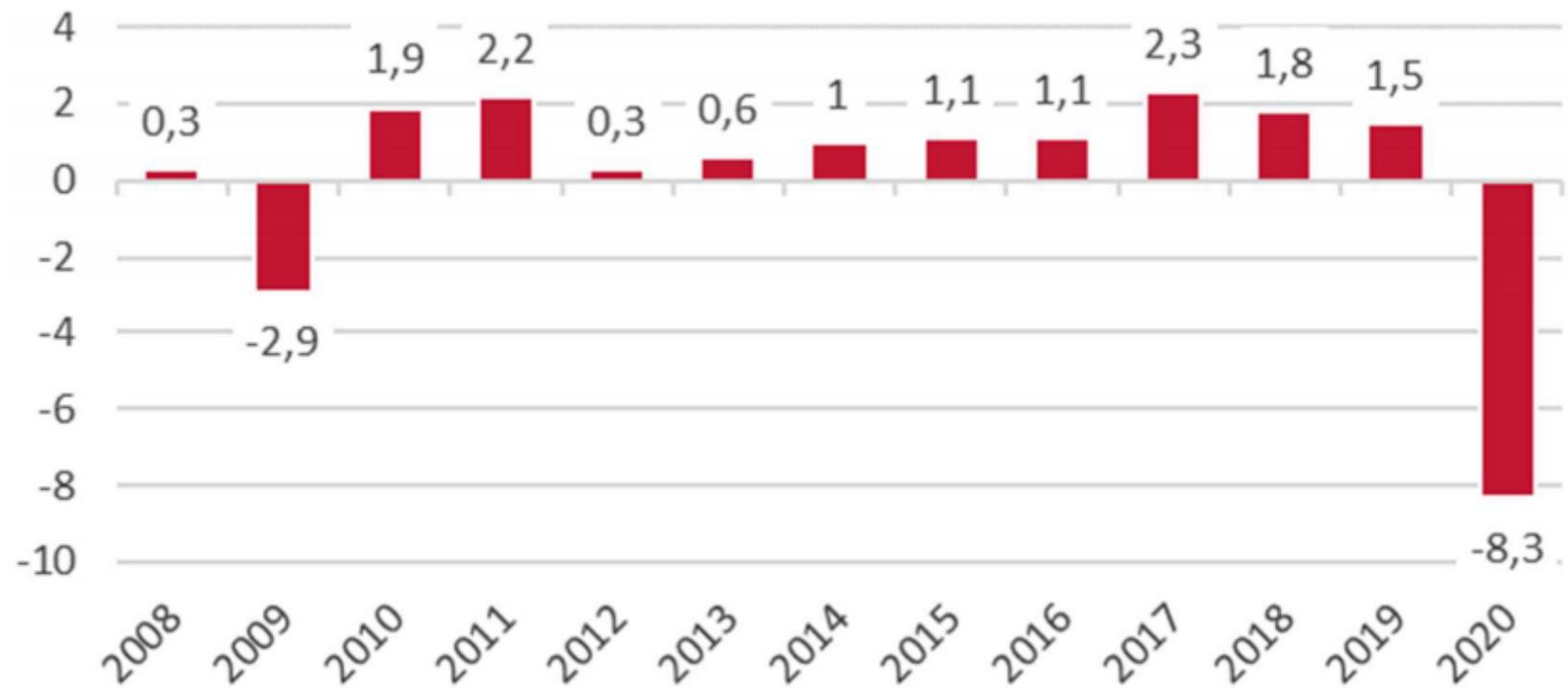
(Source : données remontées par les centres hospitaliers participants à SI-VIC)

73,5%

**DES RESIDENTS EN
EHPAD³ OU USLD⁴ ONT
RECU AU MOINS UNE
DOSE DE VACCIN AU
15/02/21**

(Source : données issues de vaccin covid)

PIB France depuis 2010



- PIB T4 2020 : -1,3%
- Récession historique en 2020 : -8,3%



Contexte général en FRANCE: situation économique et sociale

Lourdes conséquences sur le marché du travail

- ❑ **800000 emplois perdus fin 2020 par rapport à 2019**
- ❑ Afin de soutenir les entreprises et limiter la hausse du chômage, le gouvernement a adapté dès Mars le **dispositif d'activité partielle**, qui a été largement sollicité. Son coût pour 2020 est estimé à **31 Mds € pour 2020** (1,3 % du PIB) et à **6,6 Mds € pour 2021** (?)
- ❑ Malgré cela, le taux de chômage devrait culminer au-dessus de **10 à 11% à la mi-2021**, pour atteindre **8 à 9 % vers la fin 2022**.

Graphique 13 : Taux de chômage

(BIT, en % de la population active, France entière)



Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2020, projections Banque de France sur fond bleuté.

Variation de l'emploi et du chômage dans l'ensemble de l'économie

(en milliers, glissement sur un an au T4 de l'année)

	2019	2020	2021	2022	2023
Emploi total	346	- 760	30	405	110
<i>Emplois salariés marchands</i>	278	- 740	45	390	85
<i>Emplois salariés non marchands</i>	9	10	0	0	0
<i>Emplois non salariés</i>	59	- 30	- 15	15	20
Population active	168	- 180	130	40	40
Chômage	- 178	580	100	- 365	- 70
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active, fin d'année)	8,1	10,1	10,4	9,1	8,9

Note : Projections arrondies aux 5 000.

Sources : Insee (enquête emploi, comptes nationaux trimestriels du 30 octobre 2020), projections Banque de France sur fond bleuté.

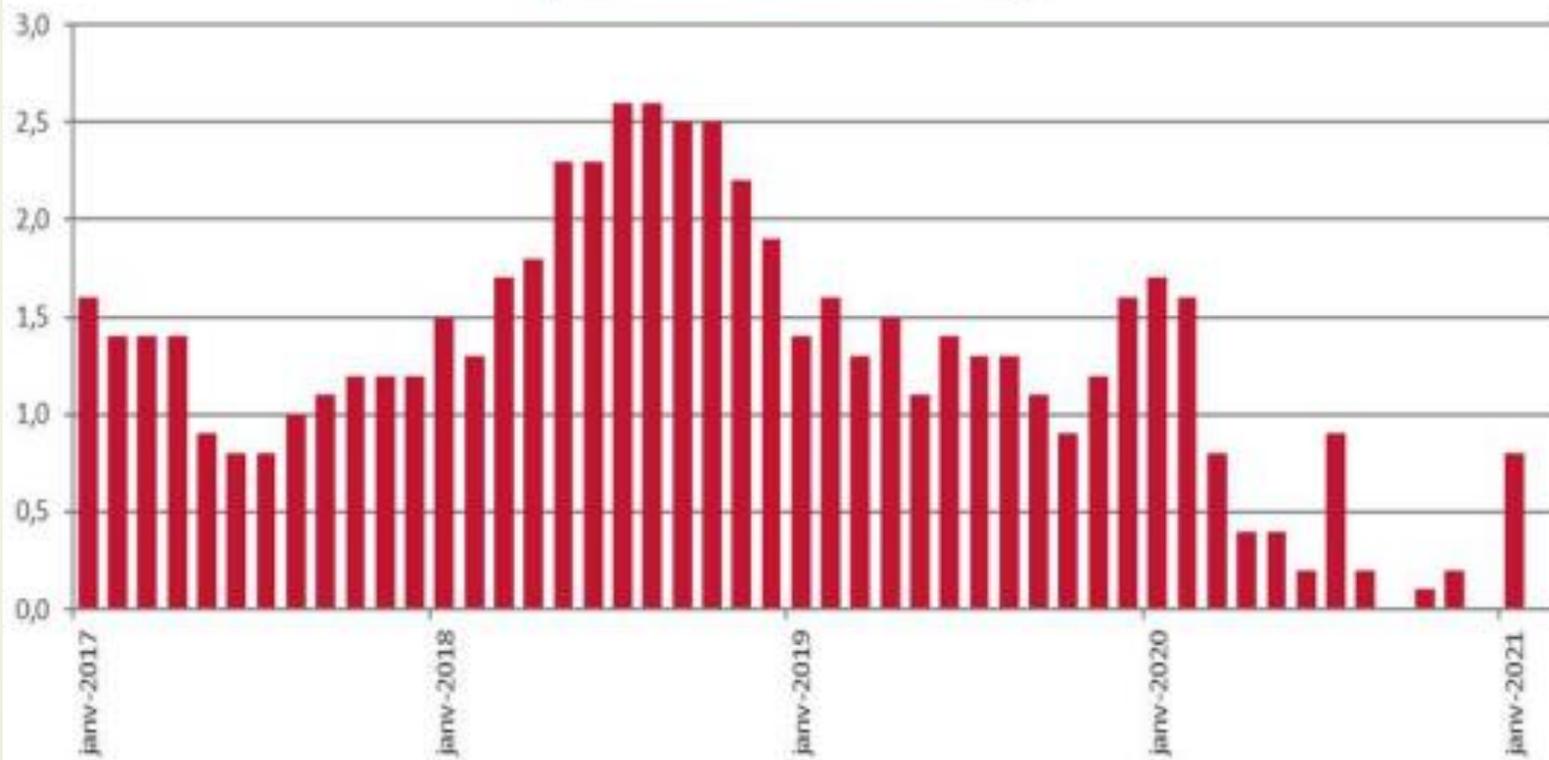


Contexte général en FRANCE: situation économique et sociale Une inflation durablement faible

- ❑ **Après 1,1 % en 2019, l'inflation** française de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) est de **0,5 % en 2020** et être de **0,6 % en 2021** puis de **1% en 2022**
- ❑ La forte baisse de l'inflation est principalement due à **l'effondrement des prix** de certains biens et services, induit par une plus **forte baisse de la demande mondiale** La **chute des prix du pétrole** de Brent est également largement à l'origine de la disparition de l'inflation française.

Inflation en France depuis 2017

(IPCH en %, en glissement annuel)



Contexte général en FRANCE: situation économique et sociale Impacts financiers à tous les niveaux

Niveau record des demandes de crédits de trésorerie des entreprises

- La proportion des crédits de trésorerie dans les nouveaux crédits octroyés est ainsi **passée de 35 % au 1^{er} trimestre 2020 à 72 % au 2^e trimestre 2020**. Cette hausse provient de la mise en place **des Prêts Garantis par l'Etat (PGE)** accordés aux entreprises à des **taux très bas (0,67 % en moyenne)**.
- Fin septembre 2020, les crédits mobilisés par les entreprises atteignaient **1.170 milliards €**.

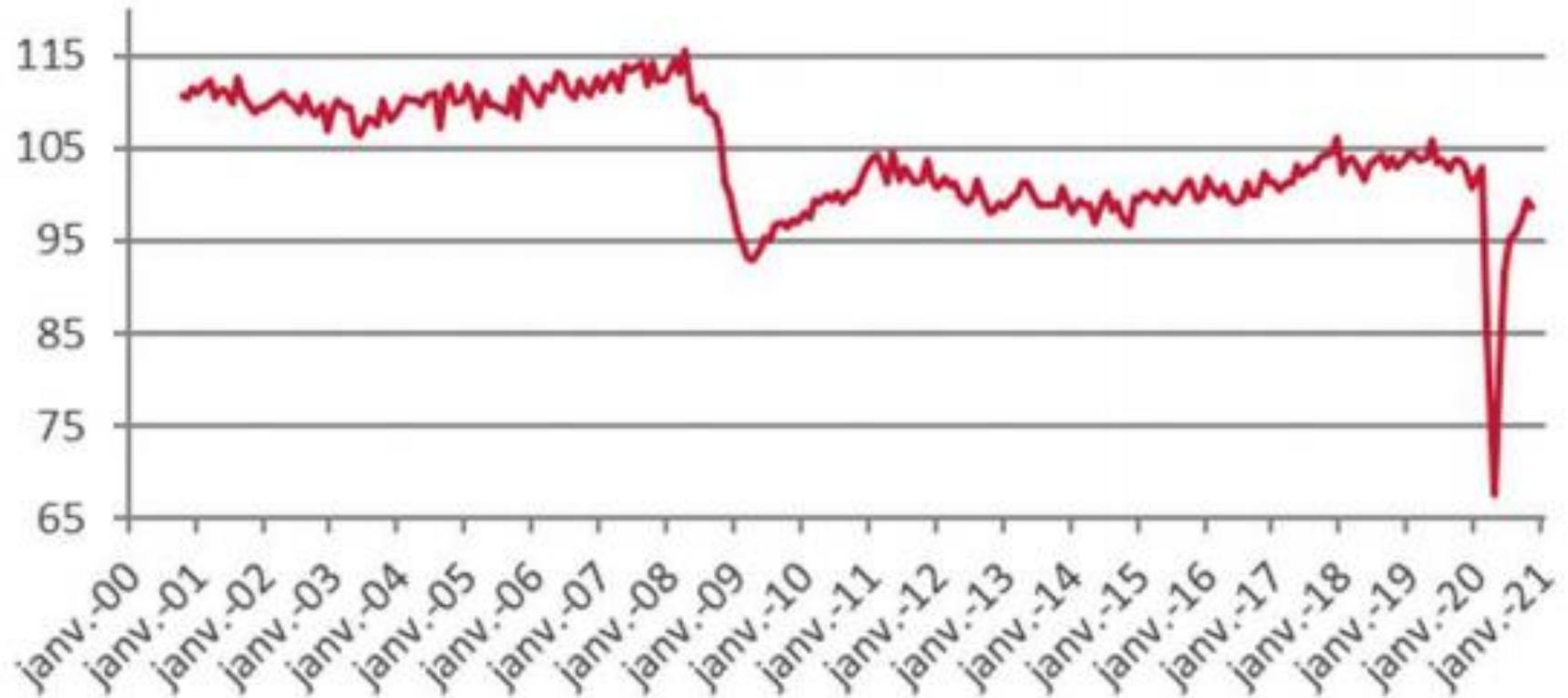
Au niveau des ménages :

- Après avoir ralenti en Mars et Avril en raison du confinement, la demande de crédit des ménages pour l'habitat a **rebondi au 3^e trimestre**, les conditions de financement demeurant toujours favorables.

Un impact sur les finances publiques :

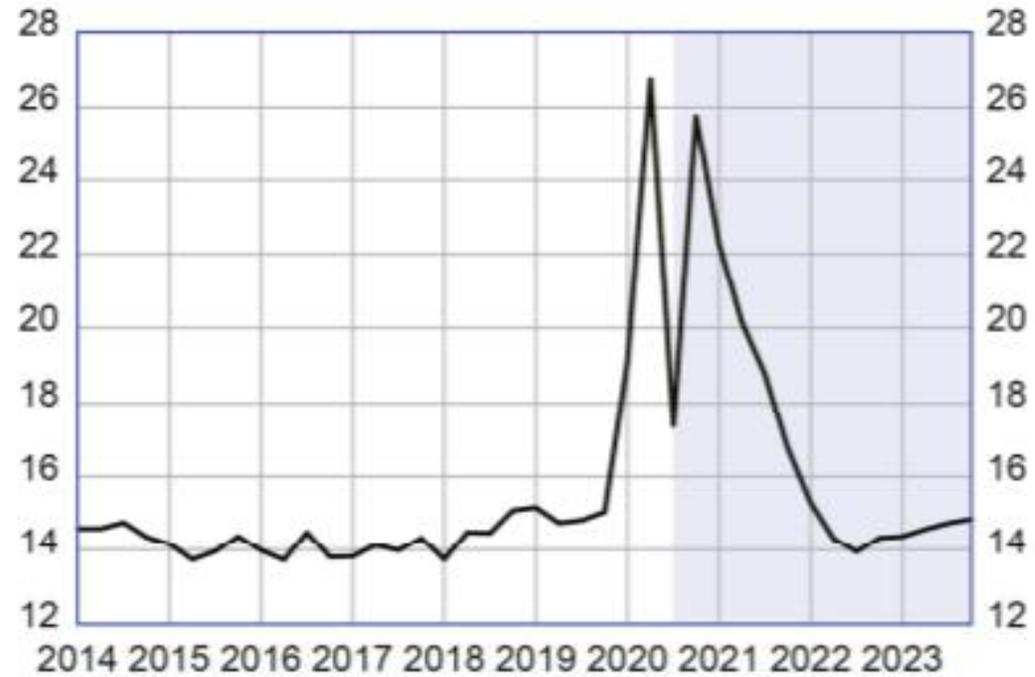
- Sous le double effet de la baisse de l'activité et d'interventions publiques massives en raison de la crise sanitaire, le **déficit public devrait atteindre 11,3 % du PIB en 2020, soit 178 Mds € contre 93 Mds € en 2019** tandis que la **dette publique s'élèverait à 119,8 % du PIB**.
- **Pour 2021, le gouvernement prévoyait dans le PLF 2021 avant le nouveau confinement, une baisse du déficit public à 6,7 % du PIB et une dette publique à 116,2 % du PIB.**
- Compte tenu du niveau très faible de l'inflation, les **taux d'intérêt devraient rester extrêmement bas pendant encore un certain temps.**

France - Indice de la production industrielle



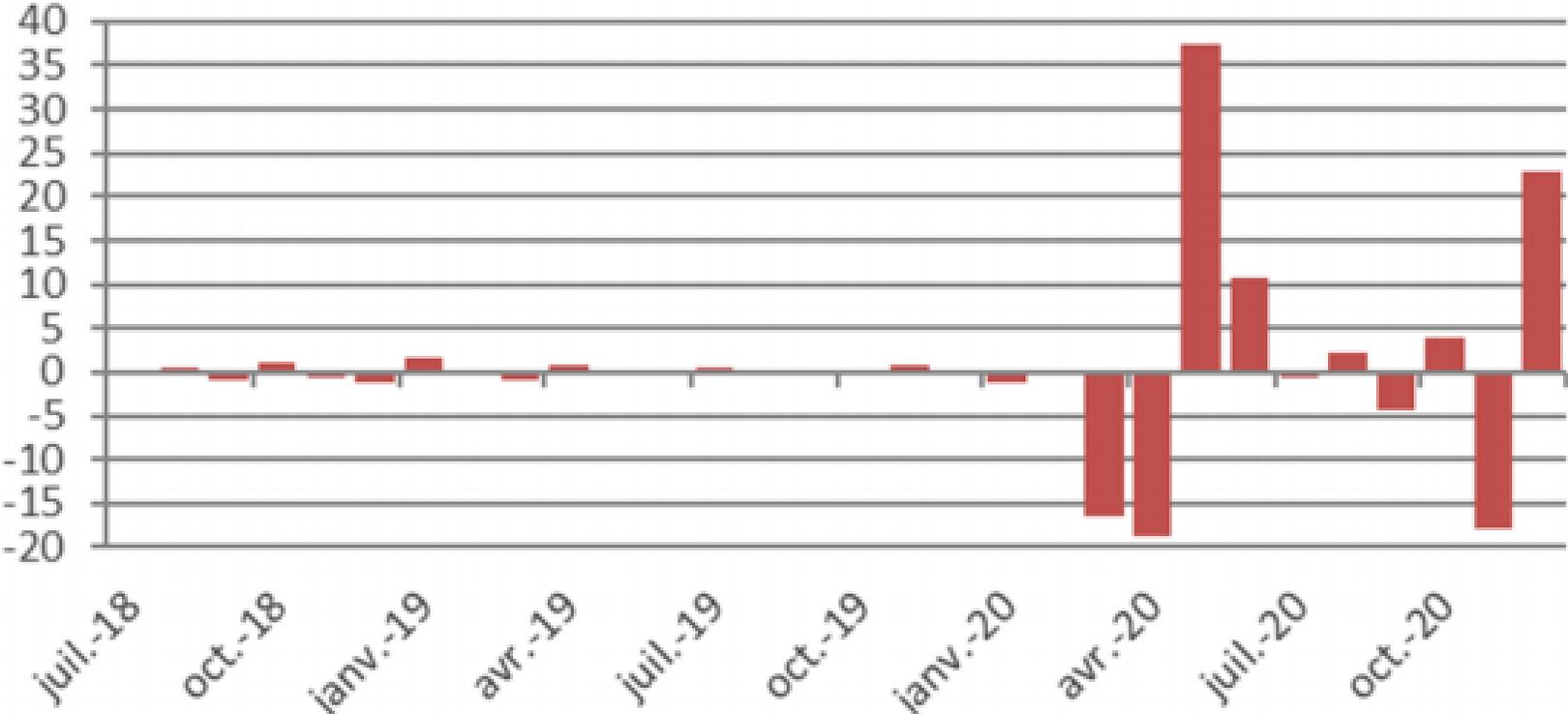
Graphique 9 : Taux d'épargne des ménages

(en % du revenu disponible brut)



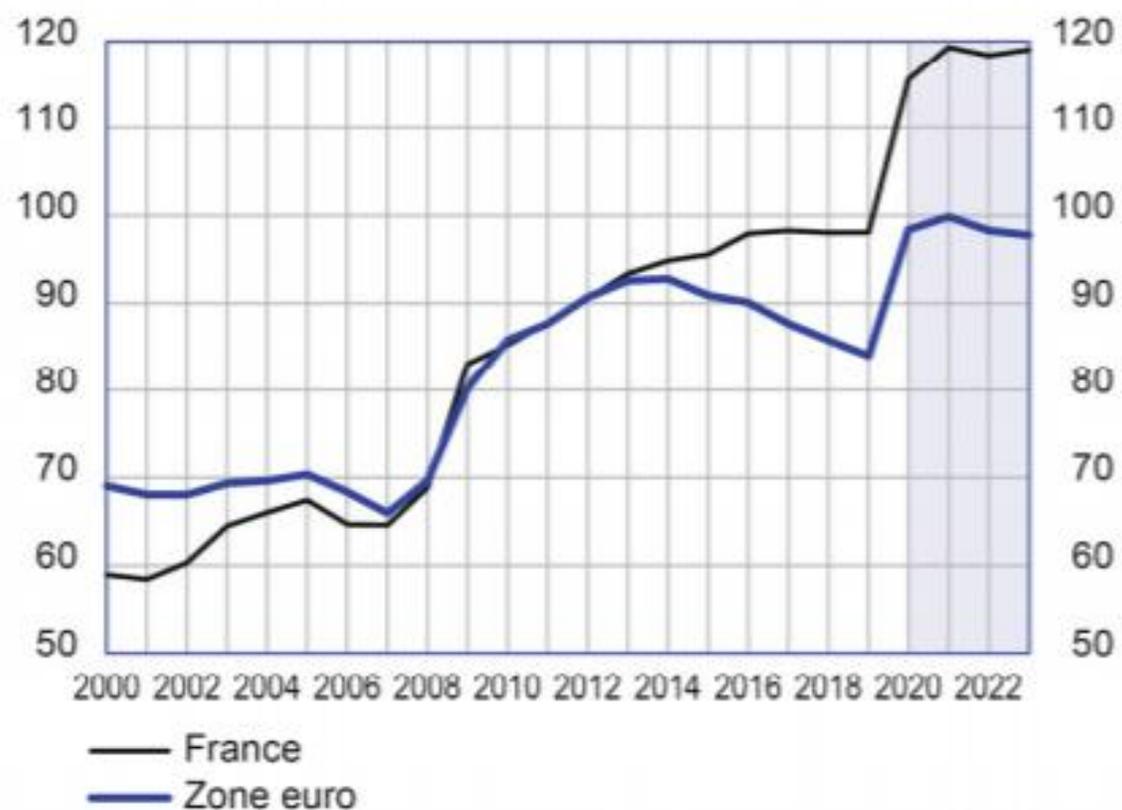
Sources : Insee jusqu'au deuxième trimestre 2020, projections Banque de France sur fond bleuté.

Consommation des ménages en France (variation mensuelle en %)



Graphique 15 : Dette publique en France et en zone euro

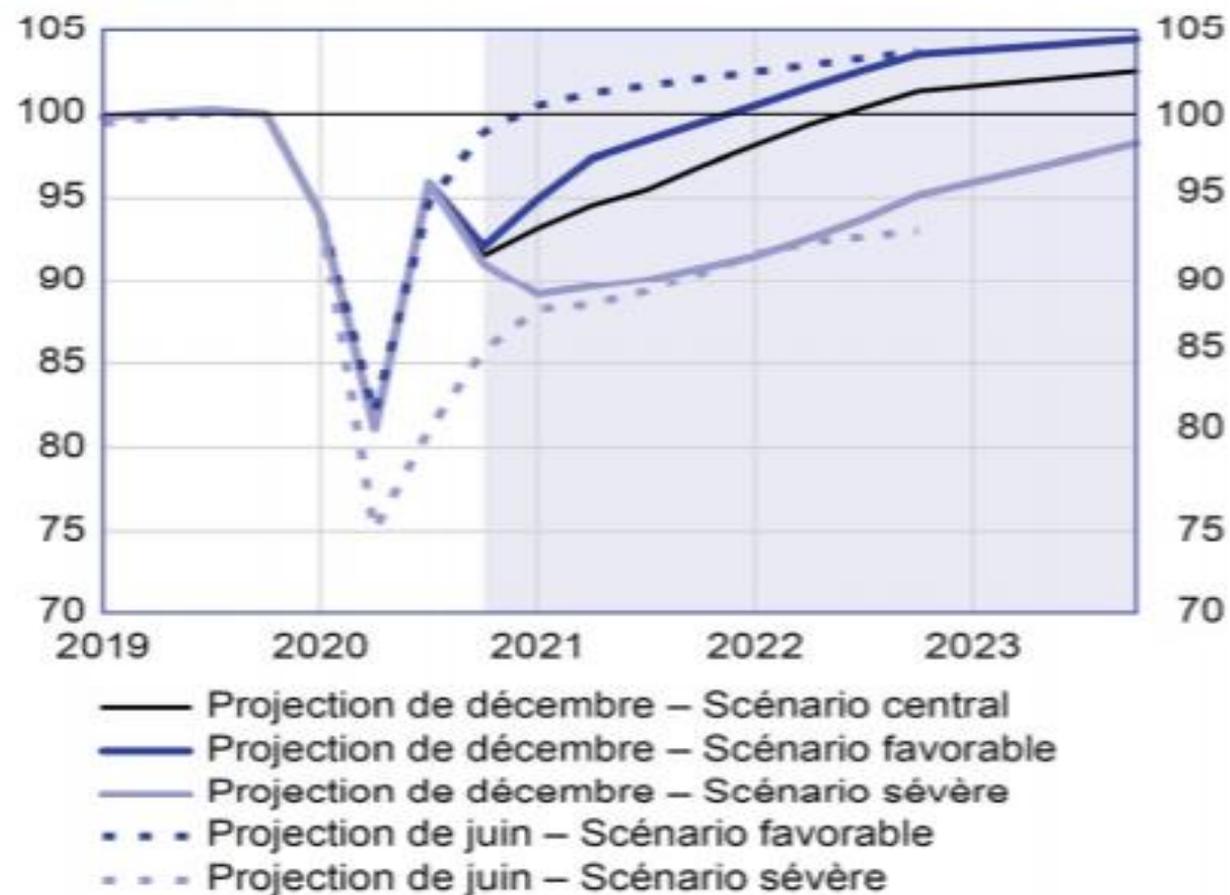
(en % du PIB)



Sources : Insee et Eurostat jusqu'en 2019, projections Banque de France et Eurosysteme sur fond bleuté.

Graphique 3 : Niveau du PIB dans les scénarios favorable et sévère en France

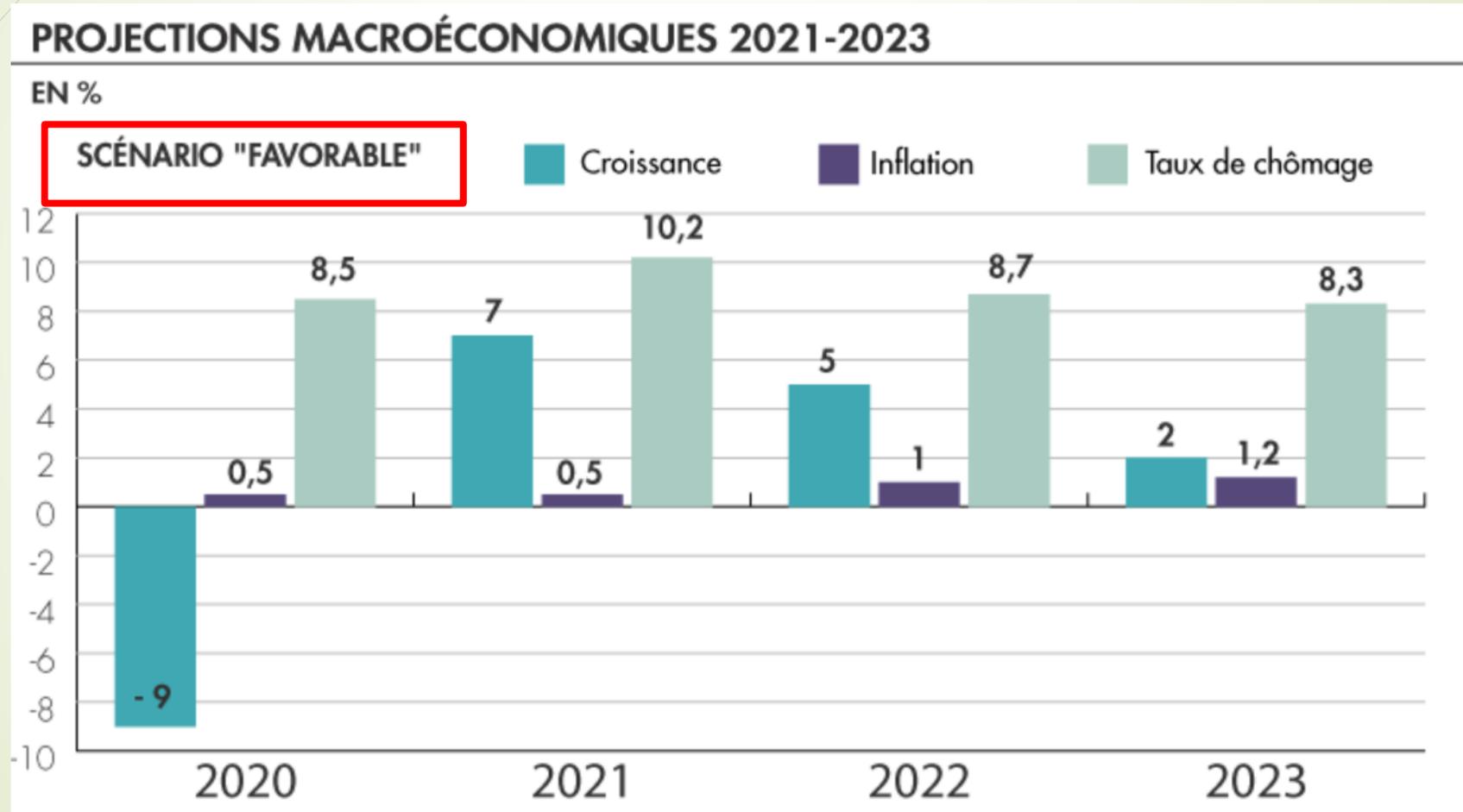
(base 100 = T4 2019)



Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2020, projections Banque de France sur fond bleuté.

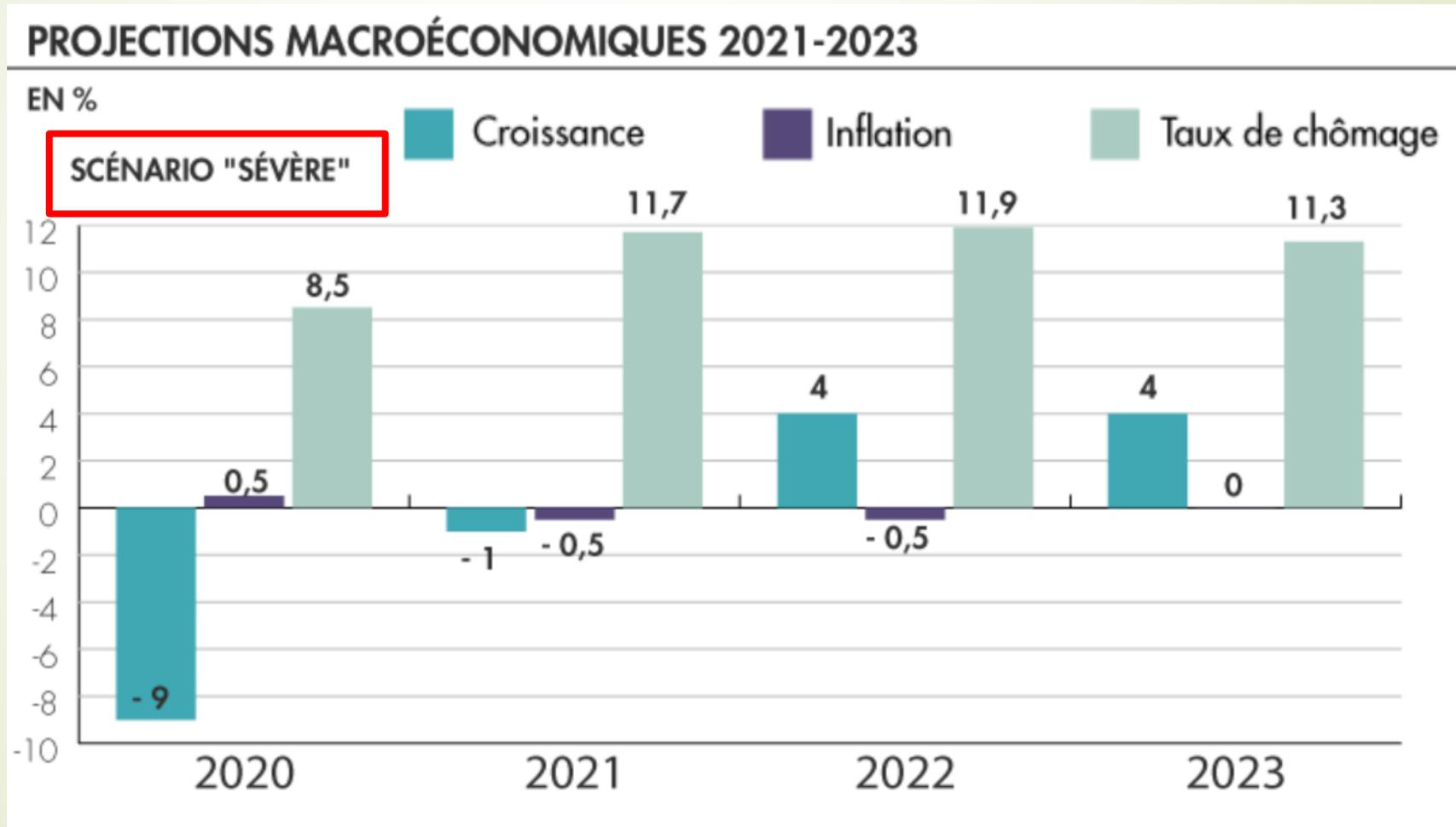
Contexte général en FRANCE: situation économique et sociale

Scénarii envisageables



Contexte général en FRANCE: situation économique et sociale

Scénarii envisageables



Contexte général en France : Plan de relance 2021 - 2022

D'importants soutiens économiques :

Au-delà des mesures d'urgence, le gouvernement français a lancé en septembre un plan de relance sur les années 2021-2022 de **100 milliards €** (soit 4,3 % du PIB) **financé à hauteur de 40 milliards par l'Europe**. Ce plan « France Relance » comporte trois axes :

Plan "France Relance" 2021-2022

Axe 1 Compétitivité et innovation

34 Mds

Baisse des impôts de production

Programme d'investissements d'avenir

Fonds propres pour les entreprises

Soutien à l'investissement des entreprises

Axe 2 Transition écologique et environnementale 30 Mds

Plan transports

Rénovation écologique des bâtiments

Energie et industrie

Transition dans l'agriculture

Axe 3 Cohésion sociale et territoriale

36 Mds

Emploi et compétences

Investissements dans le cadre du Ségur de la Santé

Soutien à l'investissement des collectivités locales

Recherche pour l'enseignement supérieur

Coût total

100 Mds

Contexte général en FRANCE :

Plan de relance collectivités territoriales - communes

- Aider la forêt à s'adapter au changement climatique
- Améliorer les réseaux électriques et la transition énergétique en zone rurale
- Densification et renouvellement urbain
- Développement d'une alimentation saine, durable et locale dans les cantines scolaires
- Financement des collectivités locales pour des actions de soutien à l'économie de proximité
- Fonds de déficit d'opérations d'aménagement commercial en centre-ville
- Fonds de transition écologique
- Jardins partagés et agriculture urbaine
- Réhabilitation des aires permanentes d'accueil pour gens du voyage
- Rénovation des équipements patrimoniaux
- Rénovation énergétique des bâtiments publics
- Soutien aux investissements des monuments historiques appartenant aux collectivités territoriales et aux propriétaires privés
- Appels à projets « Quartiers Culturels créatifs »



Débat d'Orientation Budgétaire

Loi de finances 2021

Loi de Finances 2021

La Loi de Finance 2021 met en exergue le rôle spécifique du secteur public territorial qui est le **grand acteur de l'investissement public**, il représente **55 %**.

L'enjeu est donc de **favoriser la reprise économique par l'investissement** tout en fléchant les fonds sur les grands thèmes **de transition énergétique et écologique, des nouvelles mobilités, de la santé et du sport**.

○ **Maintien du calendrier de la suppression de la TH** : Exonération progressive de la taxe habitation pour les **20% de ménages restants**

- *30 % en 2021*
- *65 % en 2022*
- *A compter de 2023 : suppression de la TH*

○ Les communes et EPCI à fiscalité propre **ne percevront plus la TH à partir de 2021**. Cette recette sera affectée au budget de l'Etat.

○ **La taxe foncière sur les propriétés bâties** perçue par les **Départements** sera **transférée aux communes** avec un **coefficient correcteur** afin de s'assurer que les communes perçoivent bien leurs produits antérieurs.

Description du calendrier de la réforme pour les collectivités

2020

A partir de 2021

Communes

Année de transition servant de référence pour le calcul de la compensation de la TH

Perte de la TH sur les résidences principales

Compensée par la TFB départementale

EPCI

Année de transition servant de référence pour le calcul de la compensation de la TH

Perte de la TFB

Compensée par une fraction de TVA

Départements

Compensée par une fraction de TVA

Loi de Finances 2021

○ Dotations de soutien à l'investissement local qui s'élèvent à 1,8 milliard € :

- Dotation politique de la ville (DPV) : 150 millions €
- Dotation équipement des territoires ruraux (DETR) : 1.046 millions €
- Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 570 millions €

○ Application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA :

- Avec la mise en place de l'application dédiée nommée **ALICE** (automatisation de la liquidation des concours de l'Etat), l'**éligibilité** de la dépense **au FCTVA** ne sera plus **fonction** de sa nature juridique mais **de son imputation comptable**. Un décret précisera l'assiette des dépenses entrant dans le champ de l'automatisation.
- La **mise en œuvre se fera progressivement** pour les dépenses éligibles réalisées à partir du 1^{er} janvier 2021 pour les collectivités percevant le FCTVA l'année même de la dépense, en 2022 ou **en 2023** respectivement pour les perceptions en N+1 et **N+2**.

○ Baisse des impôts de production de 10 milliards € (-13%) :

- La baisse du taux de cotisation sur la **CVAE** qui passerait de **1,5 % à 0,75 %**
- La baisse du plafonnement de contribution économique territoriale ou **CET** qui passe de **3 % à 2 %**
- La **baisse des valeurs locatives des établissements industriels**

Loi de Finances 2021 : synthèse

Dotation globale de fonctionnement
(forfaitaire + solidarité): calcul inchangé
26,756 Mds €

2021 - Début de
l'automatisation du
FCTVA => 2023 (N+2)

Hausse des dotations
de péréquation du
bloc communal
+ 220 M€

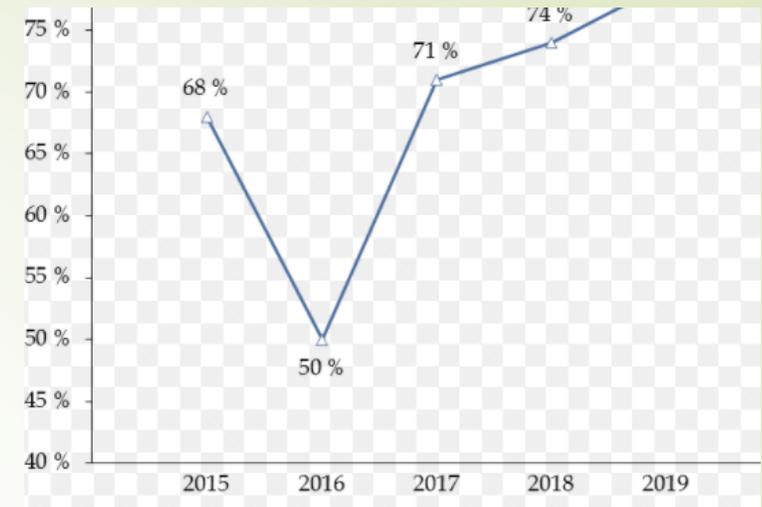
Dotations
d'investissement du
bloc communal
2 Mds €

Réduction des impôts
de production
- 10 Mds €

Nouveau taux de
la CVAE 0,75 %

Nouveau Plafond
CET 2 %

Rappel: CET = CFE (exTP) + CVAE



Débat d'Orientation Budgétaire

Données financières retrospectives

2014-2019

Rétrospective (après retraitement)

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses Réelles de fonctionnement (hors charges financières et exceptionnelles)	3 403 k€	3 590 k€	3 550 k€	3 613 k€	3 381 k€	3 437 k€
Recettes Réelles de fonctionnement (hors produits de cession)	4 232 k€	4 300 k€	4 243 k€	4 255 k€	4 244 k€	4 300 k€
EPARGNE DE GESTION	828 k€	710 k€	693 k€	642 k€	863 k€	863 k€
Charges financières (hors intérêts pour compte courant)	208 k€	233 k€	125 k€	256 k€	347 k€	105 k€
EPARGNE BRUTE	621 k€	477 k€	568 k€	386 k€	516 k€	758 k€
Remboursement en capital retraité	637 k€	609 k€	679 k€	655 k€	545 k€	594 k€
EPARGNE NETTE	-16 k€	-133 k€	-111 k€	-269 k€	-28 k€	164 k€
Recettes réelles d'investissement (hors emprunt)	535 k€	825 k€	386 k€	354 k€	414 k€	499 k€
Dépenses d'équipement	1 080 k€	819 k€	718 k€	728 k€	561 k€	697 k€
Emprunt nouveau	0 k€	612 k€	400 k€	700 k€	0 k€	0 k€
RESULTAT DE L'EXERCICE	66 k€	485 k€	-45 k€	58 k€	45 k€	76 k€
Résultat reporté	-54 k€	13 k€	498 k€	453 k€	511 k€	556 k€
SOLDE GLOBAL DE CLOTURE	13 k€	498 k€	453 k€	511 k€	556 k€	632 k€
Encours de dette au 31/12	5 878 k€	5 858 k€	5 579 k€	5 624 k€	5 064 k€	4 470 k€
Capacité de désendettement en années	9,47	12,29	9,83	14,58	9,81	5,90

Rappel indicateurs d'alerte

TAUX D'ÉPARGNE BRUTE

Définition de l'épargne brute : elle se calcule comme la différence entre l'épargne de gestion (RRF – DRF) et les intérêts de la dette.

Elle permet de mesurer la capacité de la collectivité à supporter le remboursement en capital de la dette et sa possibilité de financement, et éventuellement d'investir.

Définition du taux d'épargne brute : Il s'agit de l'épargne brute rapportée aux recettes réelles de fonctionnement



**Supérieur à 10%
idéalement > 20% RRF**

EPARGNE NETTE

Définition : elle se calcule comme la différence entre l'épargne brute et le remboursement en capital de la dette.

Elle permet de mesurer la capacité de la collectivité à réaliser des investissements avec son autofinancement et sans avoir recours à l'emprunt



**Supérieure à 0
idéalement >10% RRF**

CAPDES

Définition de la capacité de désendettement : Elle se calcule en divisant l'encours de dette d'une collectivité par son épargne brute.

Elle permet de déterminer le nombre total d'années nécessaires pour rembourser le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre toute son épargne brute.



**Inférieur à 10 ans
Idéalement entre 5 et 7 ans**

TAUX REMBTS / CAF brute

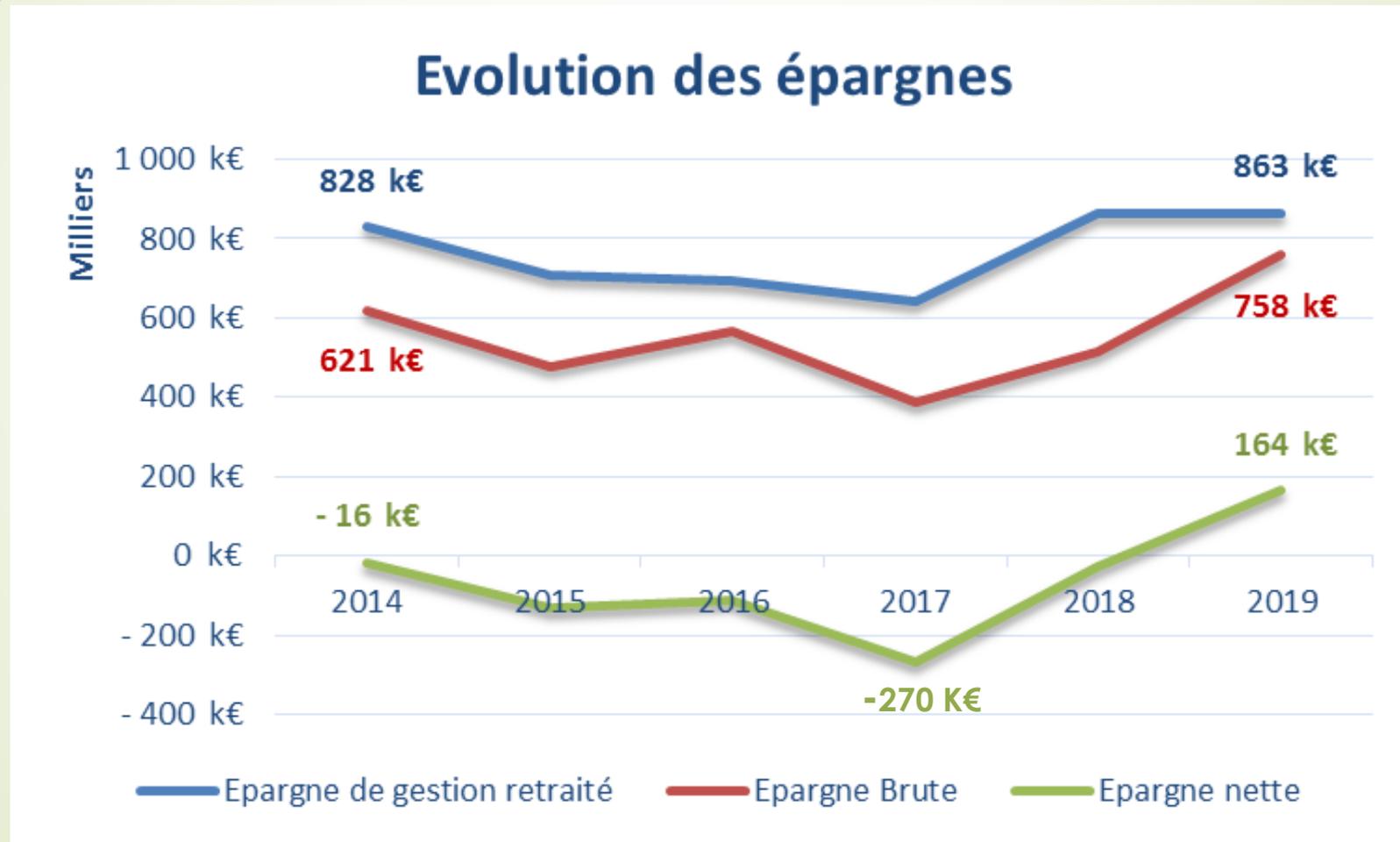
Définition : Elle se calcule en divisant les remboursements en capital par l'épargne brute.

Elle permet de déterminer la part de l'épargne consacrée au remboursement des emprunt

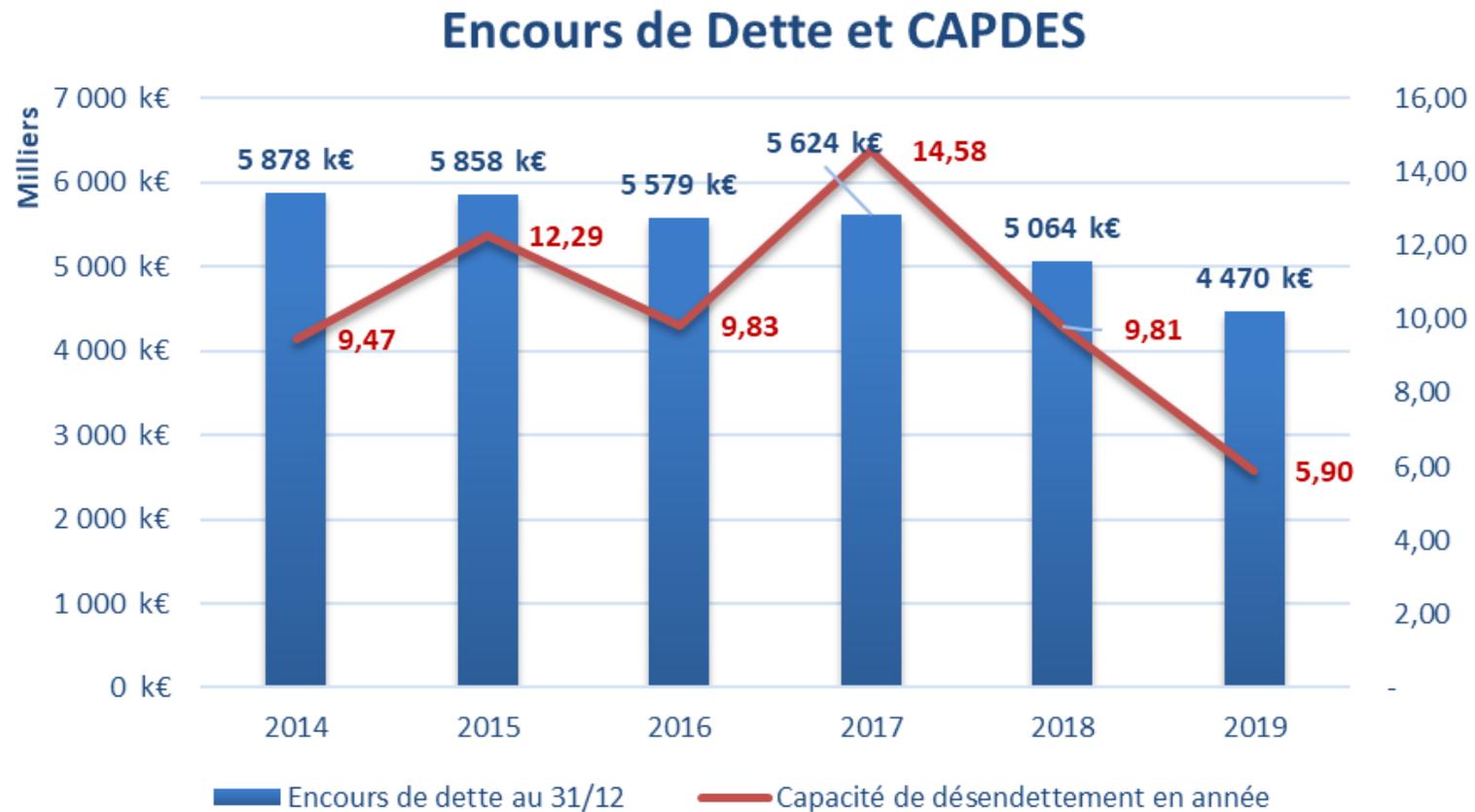


**Inférieur à 100%
Idéalement < 60%**

Rétrospective (après retraitement) évolution des épargnes



Rétrospective (après retraitement) Capacité de désendettement





Situation financière de la commune fin 2017

Face à une **situation financière catastrophique en 2017** avec:

- une épargne nette de **-270 K€ !!!**
- une épargne brute à **9% !!!!**
- une capacité de désendettement de **14,6 ans !!!**
- un taux de remboursement / CAF brute de **169% !!!**

Cette situation devait impliquer un contrôle de la CRC.

Situation financière de la commune fin 2019

En 2018 l'ancienne équipe a réagi **en réduisant drastiquement** mais sans cohérence avec les besoins, les dépenses de fonctionnement dont les frais de personnel et les investissements dont le montant/hab constaté sur le mandat est de **152€/hab vs 303€/hab** pour la strate. Elle a fait refinancer et allonger une partie de la dette pour un coût global de **400K€**

La **situation fin 2019 et donc en début de mandat 2020** était :

- une épargne nette de **164 K€**
- une épargne brute à **17,6 %**
- une capacité de désendettement de **5,9 ans**
- un taux de remboursement / CAF brute de **78%**

Si des efforts doivent être constatés, d'une part, ils étaient obligatoires, d'autre part, la situation financière de la commune reste fragile du fait **d'une mauvaise gestion du personnel** (défaut d'anticipation des besoins par rapport à l'évolution de la population, sous effectifs dans certains services, absence de mutualisation), d'un **vieillement du patrimoine et des infrastructures**, et d'un **remboursement de la dette encore beaucoup trop important** par rapport au besoin d'investissements incontournables pour la commune.

La **capacité de financement** pour les équipements indispensables (rénovation des écoles et des bâtiments, sécurisation des voiries notamment...) et imposés (accessibilité des locaux..) est à ce jour donc **très insuffisante**.

Débat d'Orientation Budgétaire

Dettes garanties



DETTES GARANTIES

Bénéficiaire	Nombre d'emprunts	Objet	Nb LS	% de garantie moyen	CRD garanti	Date de début	Date d'échéance	Annuités garanties sur
DYNACITE OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'AIN	8	Les Moulins	12	100,00%	2 013 774,37 €	02/08/2007	01/09/2057	67 053,31 €
HABITAT BEAUJOLAIS VAL DE SAONE	9	Vendon- Veissieux	19	100,00%	2 593 003,12 €	01/10/2011	01/10/2061	108 110,99 €
SA REGIONALE D'H L M DE LYON	4	Le Bret	19	100,00%	1 516 029,73 €	01/06/2016	01/06/2076	45 505,22 €
ALLIAGE HABITAT	6	Panorama Veissieux le Bas	26	100,00%	3 205 466,23 €	01/07/2019	01/07/2079	100 789,23 €
	27		76		9 328 273,45			321 458,75

Le département a repris les 11 garanties d'emprunts de la SEMCODA pour un montant de 5,9 M€



Débat d'Orientation Budgétaire

Compte Administratif provisoire

2020

Compte Administratif 2020 provisoire

Section fonctionnement

Chapitres	LIBELLES CHAPITRES	CA 2020	CA 2019
TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT			
13	Atténuations de charges	60 580,90	58 508,23
70	Produits et services	65 143,34	62 166,89
73	Impôts et taxes	3 915 715,39	3 816 176,71
74	Dotation et participations globale de fonctionnement	278 518,76	292 028,01
75	Autres produits de gestion courante	70 618,28	70 922,22
	Total recettes gestion courante	4 390 576,67	4 299 802,06
77	Produits exceptionnels	103 252,00	110 848,58
	Total recettes réelles de fonctionnement	4 493 828,67	4 410 650,64

TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
11	Achats et charges à caractère général	964 010,22	1 097 076,37
12	Charges de personnel	1 810 819,04	1 737 377,87
65	Autres charges de gestion courantes	525 829,09	496 949,10
14	Atténuation de produit	111 754,64	105 790,90
	Total dépenses de gestion courante	3 412 412,99	3 437 194,24
66	Charges financières	94 289,58	104 866,68
67	Charges exceptionnelles	5 454,55	401,10
	Total dépenses réelles de fonctionnement	3 512 157,12	3 542 462,02

Compte Administratif 2020 provisoire

Ecart 2020/2019

Recettes de fonctionnement : + 83,2 K€

- Atténuations de charges : -2 K€ - baisse absentéisme + absence DGS 3 mois
- Produits et services : + 3K€
- Impôts et taxes : + 100 K€
- Dotation et participations globale de fonctionnement : baisse dotation forfaitaire : -10 K€
- Autres produits de gestion courante : =
- Exceptionnel : -7 K€

Dépenses de fonctionnement: -30,3 K€

- Achats et charges à caractère général : -133 K€ dont instruction ADS par GFP rattachement non facturé - 23 K€, honoraires - 30 K€, spectacles Galet - 30 K€, réparation réseaux - 30 K€, entretien bâtiments -10 K€, énergie -10 K€
- Charges de personnel : + 73 K€
- Autres charges de gestion courantes : + 29 K€ dont SIEA + 18 K€, Indemnités élus + 5,6 K€, subventions association + 4 K€
- Atténuation de produit : + 6 K€ dont SRU +2,6 K€, FPIC + 3,3 K€
- Charges financières : - 10 K€
- Exceptionnel : + 5,4 K€

Compte Administratif 2020 provisoire

Section investissement

Chapitres	LIBELLES CHAPITRES	CA 2020	CA 2019
TOTAL DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT (hors RAR et solde reporté)			
13	Subventions d'investissements (hors 138)	95,79	130 525,51
	Total recettes d'équipement	95,79	130 525,51
10	Dotations , fonds divers et réserves	237 286,65	368 428,29
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 682,40	440,16
24	Produits de cessions d'immobilisation	-	-
	Total recettes financières	241 969,05	368 868,45
	Total recettes réelles d'investissement	242 064,84	499 393,96

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT Hors RAR et solde reporté			
20-21-23	Total dépenses d'équipements	601 579,28	657 106,19
10226	Dotations fonds divers et réserves (Taxe d'aménagement)	-	40 264,70
1641	Remboursements d'emprunts et dettes (capital)	593 929,61	593 929,61
20	Dépenses imprévues	-	-
	Total dépenses financières	593 929,61	634 194,31
	Total dépenses réelles d'investissement	1 195 508,89	1 291 300,50

Compte Administratif 2020 provisoire

Ecart 2020/2019

Ressources d'investissement: -257,3 K€

- Subventions : -130 K€
- FCTVA : -117 K€
- Taxe aménagement : -13 K€

Dépenses d'investissement: -95,8 K€

- Equipements: - 55,5 K€
- Taxe d'aménagement : - 40,2 K€

Situation financière de la commune à fin 2020

EPARGNES et RATIOS	CA 2020	CA 2019
EPARGNE DE GESTION	978 163,68	862 607,82
EPARGNE BRUTE (yc exceptionnel et hors amortissements)	981 671,55	868 188,62
EPARGNE NETTE ((yc exceptionnel et hors amortissements)	387 741,94	274 259,01
TAUX EPARGNE BRUTE (yc exceptionnel)	21,8%	19,7%
% frais de personnel / RRF	51,6%	49,0%
RATIOS	CA 2020	CA 2019
RESULTAT D'EXERCICE (yc exceptionnel, opérations d'ordre, hors reports, excédent de fct capitalisé, solde d'exécution négatif et RAR)	28 228	76 282
RESULTAT DE CLOTURE (yc exceptionnel, opérations d'ordre, reports, excédent de fct capitalisé, solde d'exécution négatif et RAR)	714 267	478 845
FONDS DE ROULEMENT (yc exceptionnel, opérations d'ordre, reports, excédent de fct capitalisé, solde d'exécution négatif et hors RAR)	660 263	632 036
ANNUITES	688 219	698 796
ENCOURS de la DETTE au 31/12/N	3 876 070	4 470 000
CAPACITE DE DESENDETTEMENT (5-7ans - max 10 ans)	3,9	5,1
PART REMBOURSEMENTS / EPARGNE BRUTE (50-60%)	61%	68%

Impacts financiers de la crise sanitaire et économique sur REYRIEUX

BILAN COVID 30/12/20	DEPENSES et PERTE RECETTES	RECETTES et ECONOMIES
MASQUES	6 652,25 €	600,00 €
GEL HYDRO	2 864,48 €	
PDT DESINFECTANT	1 147,71 €	
GANTS	1 730,34 €	
PARE POSTILLON	1 267,78 €	
SIGNALISATION	483,47 €	
DIVERS	72,00 €	
PRIMES COVID	5 000,00 €	
BON ALIMENTAIRE	197,52 €	
GALET	30 332,00 €	52 054,00 €
TOTAL	49 747,55 €	52 654,00 €
SOLDE		2 906,45 €





Débat d'Orientation Budgétaire

Données financières prospectives

2020 - 2026

Prospective

- L'objectif de la prospective est d'appréhender la **capacité d'investissement** de la commune de Reyrieux **sur le mandat**
- Les principaux projets du mandat sont **répertoriés, priorisés, hiérarchisés, chiffrés**
- Les montants indiqués sont des **hypothèses ou des estimations**, il faut donc vérifier si elles se confirment et au besoin les **réajuster chaque année** en fonction du contexte rencontré

Prospective 2020 - 2026

Hypothèses générales retenues

Hypothèses générales recettes de fct

- Augmentation de la TFB de 6 points: en 2021 puis + 3,2% évolutions des bases (fiscal + physique)
- Dotation forfaitaire : érosion chaque année => 0€ en 2026
- DSR : + 2K€ /an
- Maintien des autres produits

Hypothèses générales dépenses de fct

- Charges à caractère général : estimées pour la plupart avec + 1,2% (inflation) par an
- -20k€ d'économie/an sur l'arrêt de l'éclairage public la nuit
- Surcoût de fonctionnement non chiffré pour certains investissements
- Variation de personnel après 2022 + 1,5% (GVT)
- Evolution du FPIC 12% par an
- SRU : 75 K€ / an sur le mandat
- Subventions associations : idem 2021
- Autres charges courantes : idem 2021

Hypothèses générales investissements

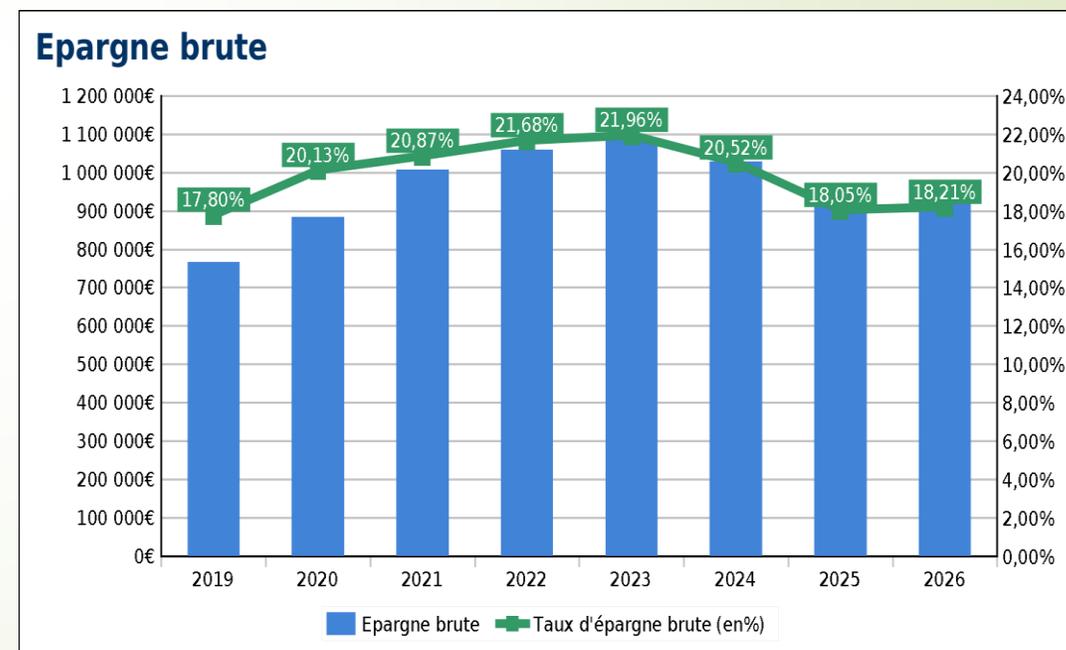
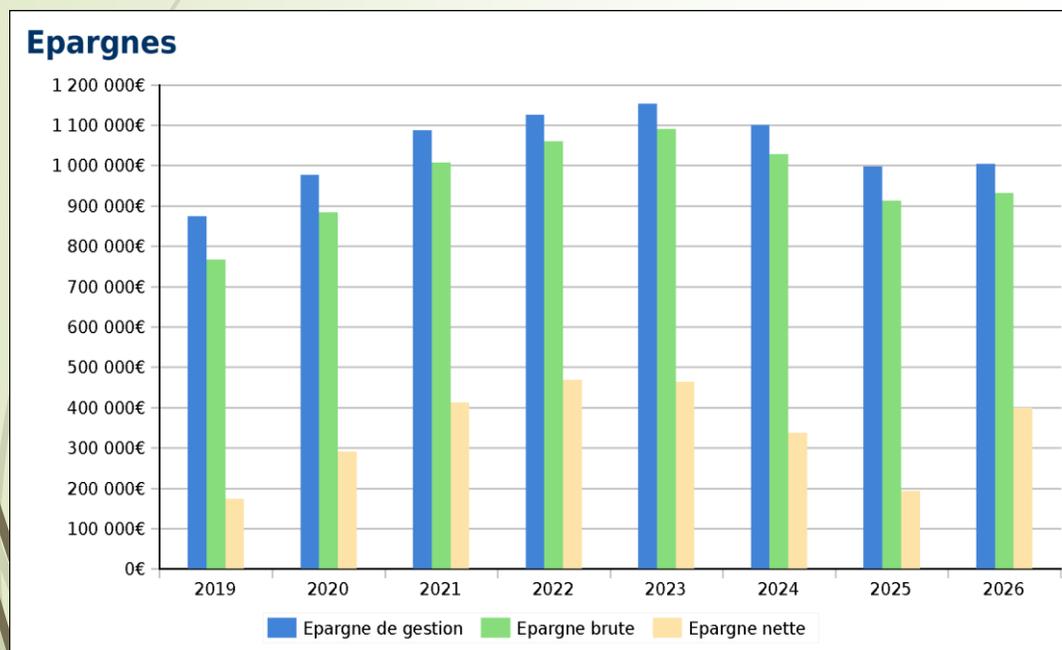
- PPI = 10 800 K€
- Subventions = 1 900 K€
- Taxe aménagement = 250 K€ /an
- Emprunts = 4 430 K€

Éléments prospectifs

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recettes de fonctionnement	4 410 650	4 493 830	4 823 934	4 887 098	4 962 269	5 009 891	5 059 866	5 119 004
Dépenses de fonctionnement	3 542 462	3 506 703	3 817 002	3 827 768	3 872 388	3 981 957	4 146 641	4 186 631
<i>dont intérêts de la dette</i>	106 496	93 415	80 246	67 104	62 668	71 950	85 033	72 019
Recettes d'investissement	499 394	242 065	566 395	1 257 555	2 922 977	3 349 999	856 174	855 386
<i>dont emprunts souscrits</i>	0	0	0	857 197	1 797 886	1 774 333	0	0
Dépenses d'investissement	1 291 301	1 195 509	1 927 998	2 277 930	4 012 860	4 377 932	1 769 399	1 787 759
<i>dont capital de la dette</i>	593 930	593 930	593 930	590 930	625 860	690 932	720 554	533 430
<i>dont P.P.I</i>	657 106	601 579	1 334 068	1 687 000	3 387 000	3 687 000	537 000	287 000

Éléments prospectifs : les épargnes

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Épargne de gestion	873 718	977 453	1 087 178	1 126 434	1 152 550	1 099 883	998 258	1 004 392
Épargne brute	767 221	884 038	1 006 932	1 059 330	1 089 882	1 027 933	913 225	932 372
Épargne nette	173 292	290 108	413 002	468 400	464 022	337 001	192 671	398 942

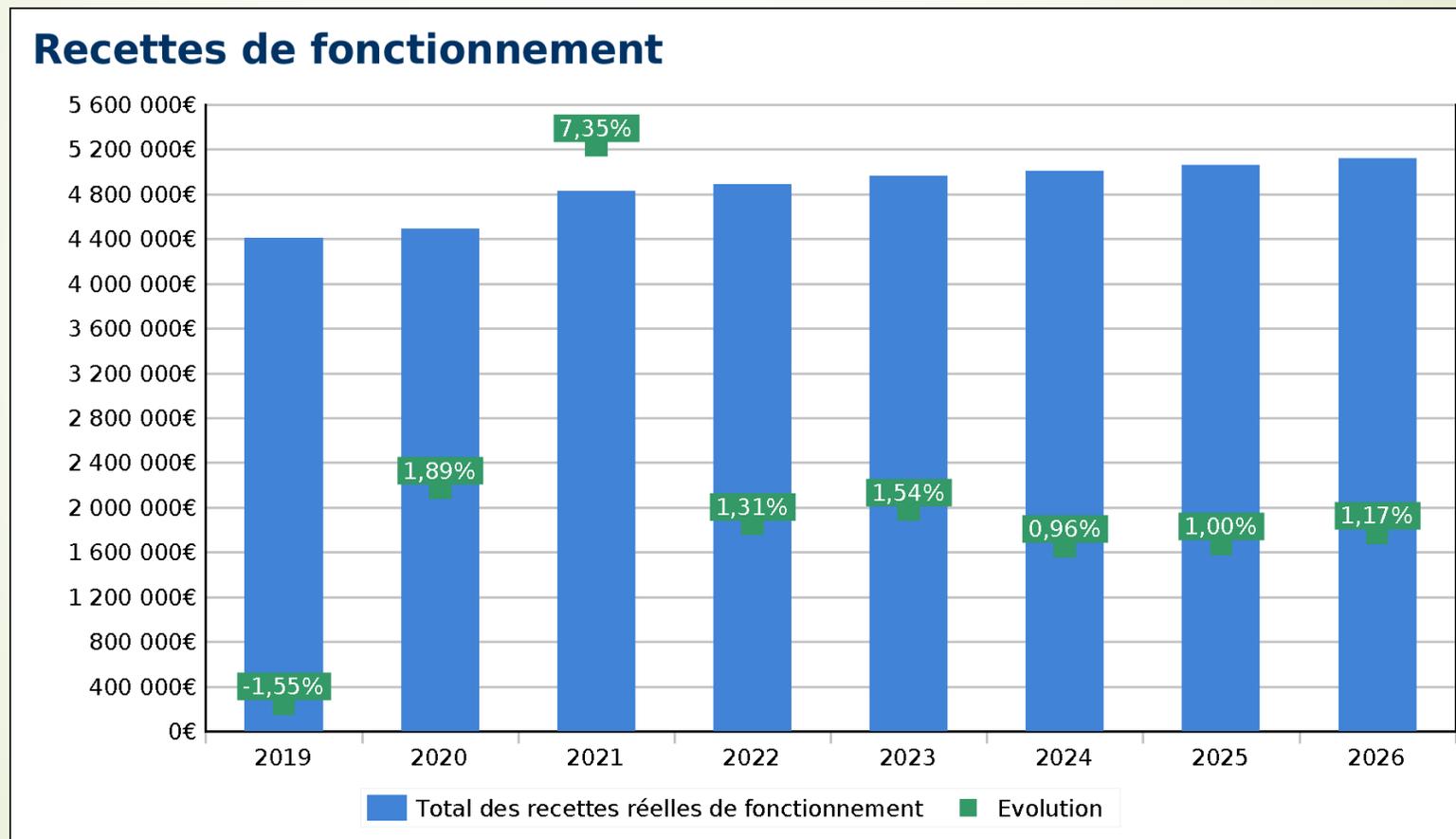




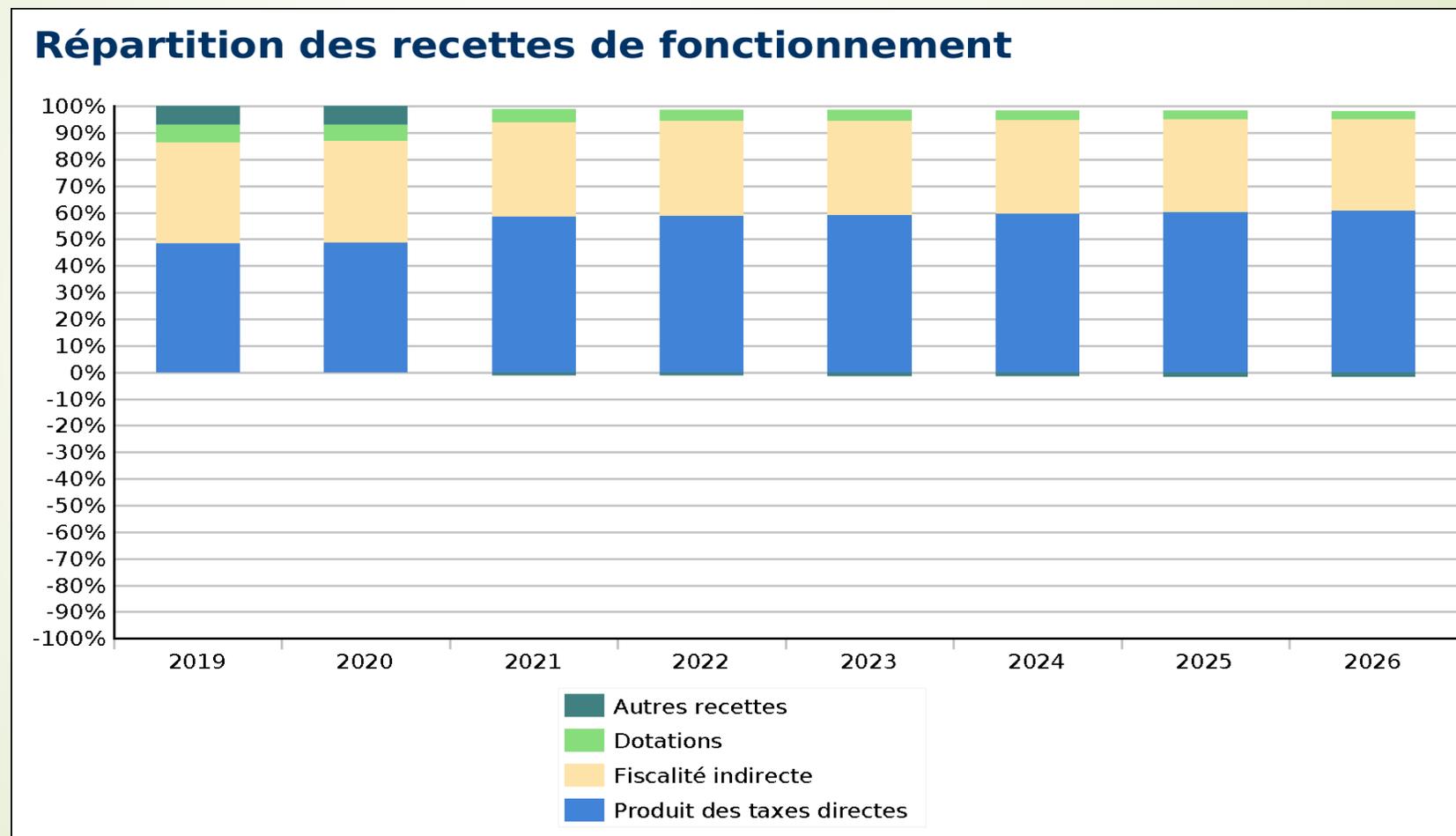
Débat d'Orientation Budgétaire **Données financières prospectives** **2020 - 2026**

Détails par section

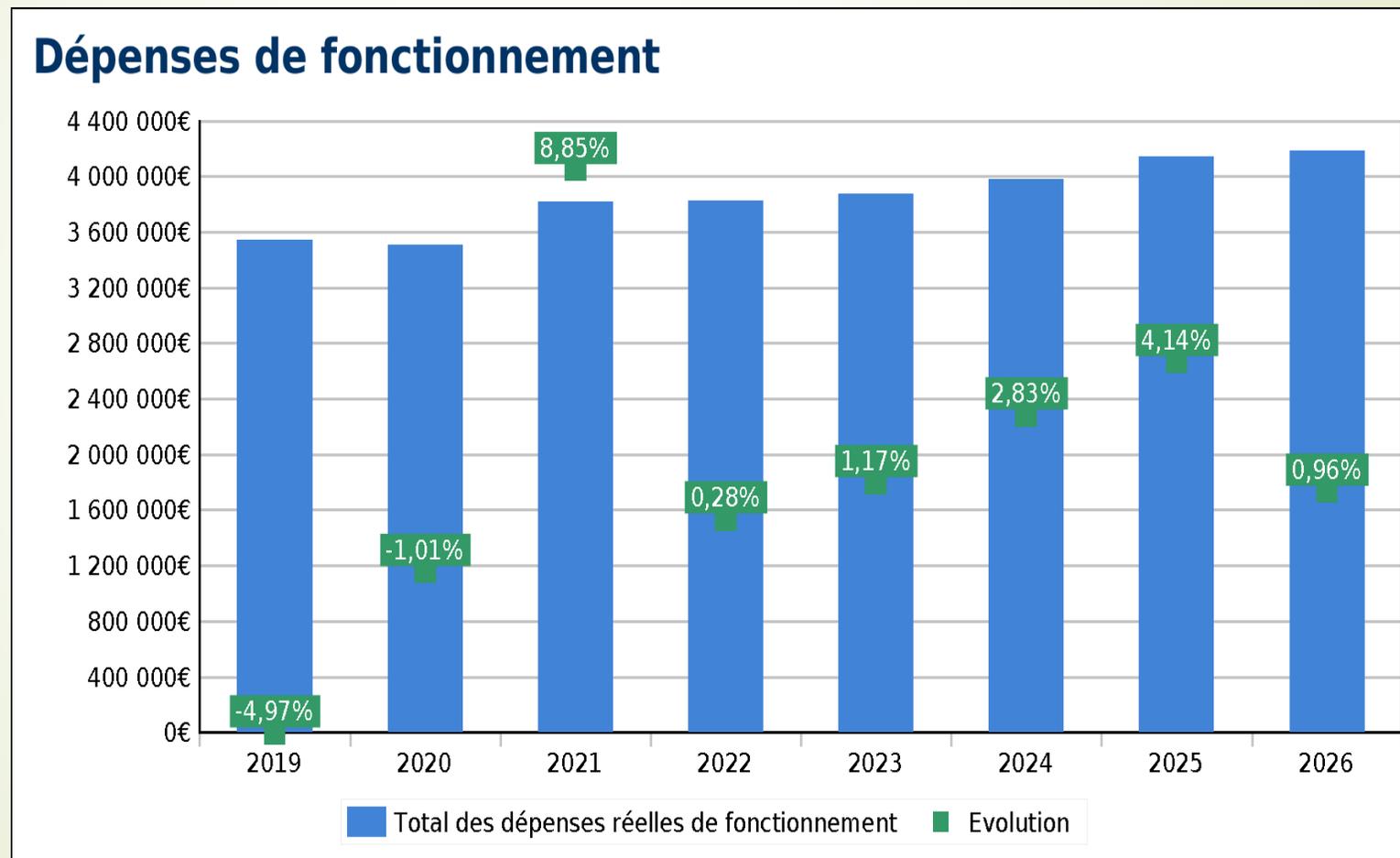
Éléments prospectifs : détails section fonctionnement



Éléments prospectifs : détails section fonctionnement

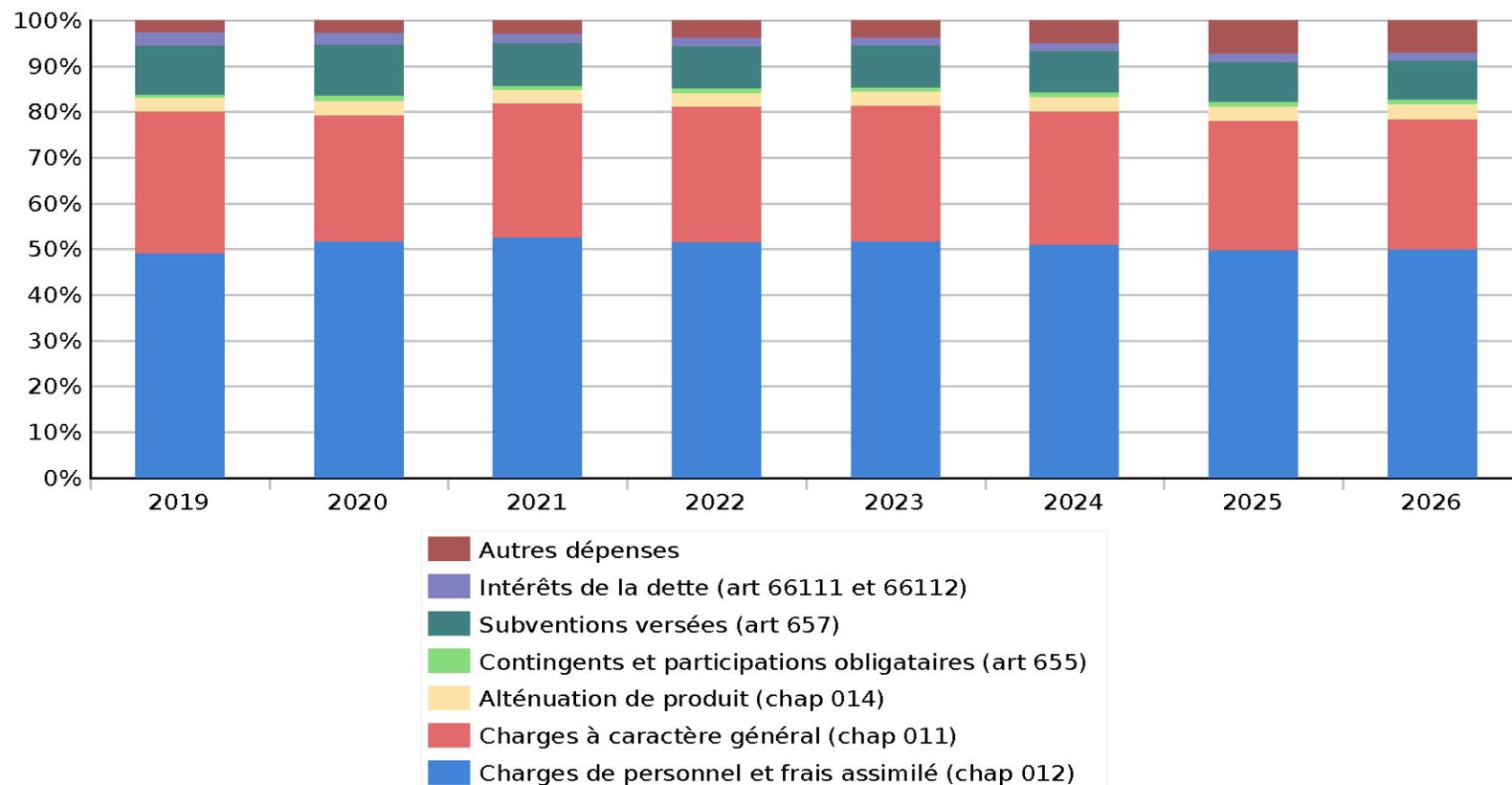


Éléments prospectifs : détails section fonctionnement

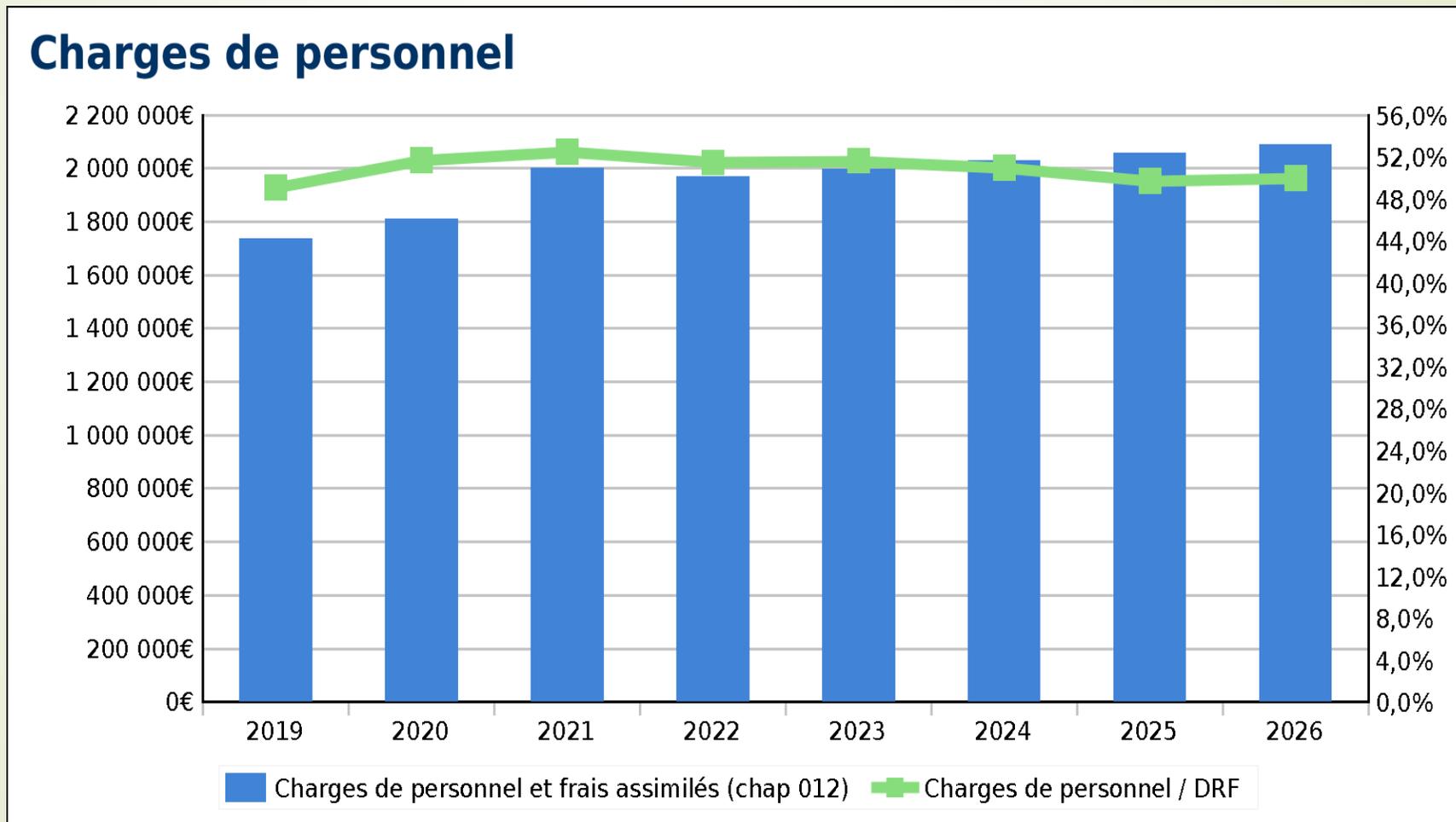


Éléments prospectifs : détails section fonctionnement

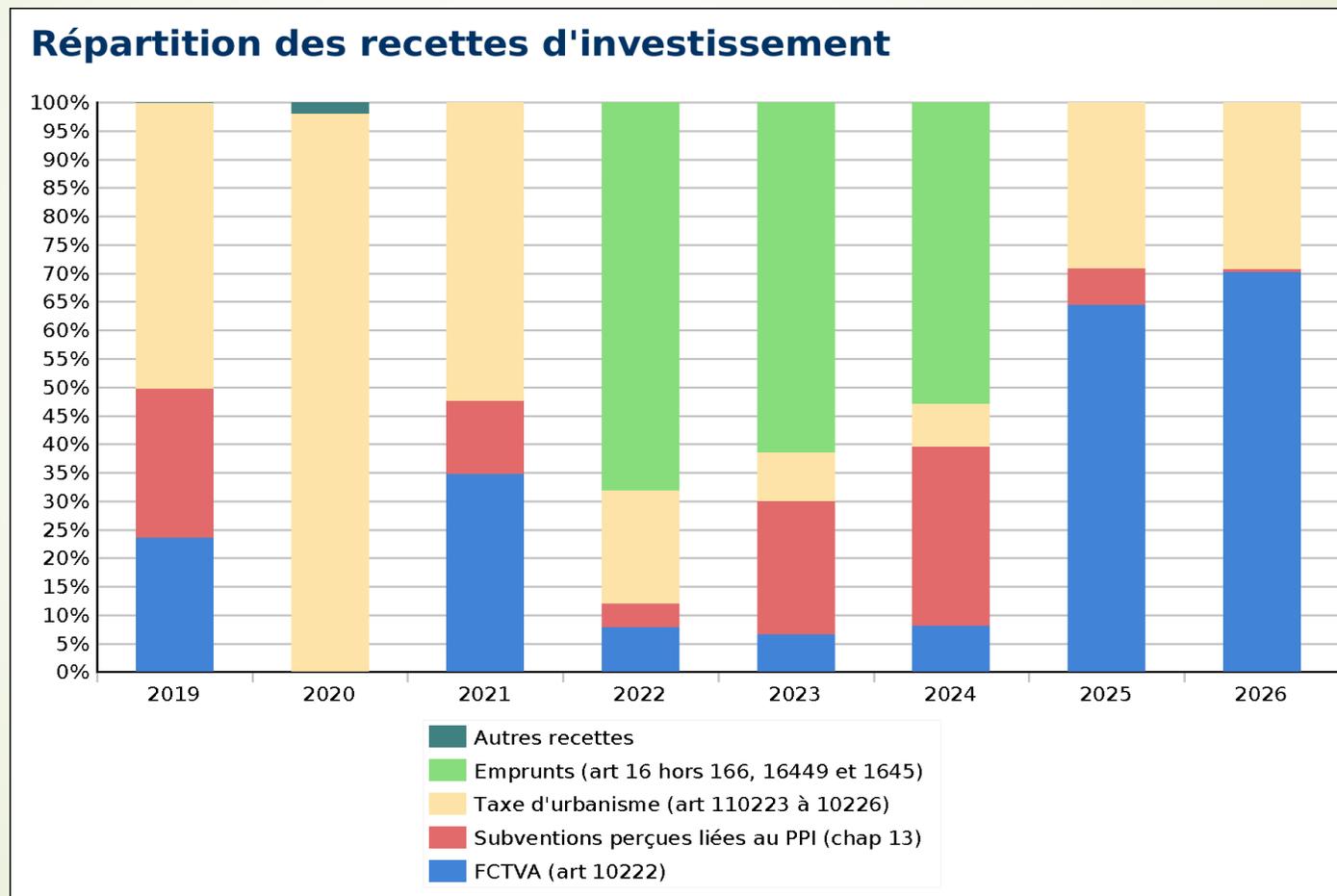
Répartition des dépenses de fonctionnement



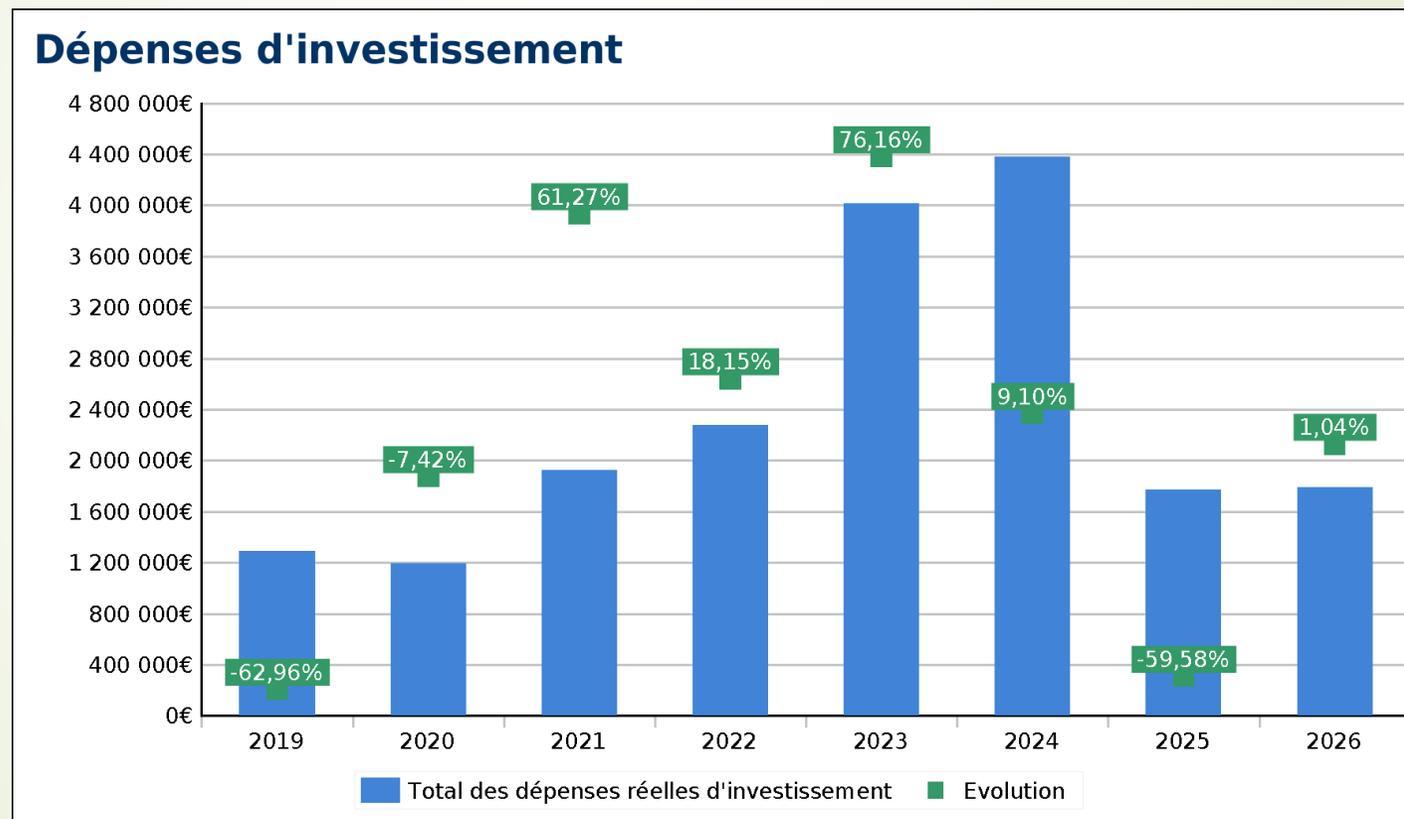
Éléments prospectifs : détails section fonctionnement



Éléments prospectifs : détails section investissement



Éléments prospectifs : détails section investissement



Équipements + remboursements capital de la dette

Plan Pluriannuel d'Investissements

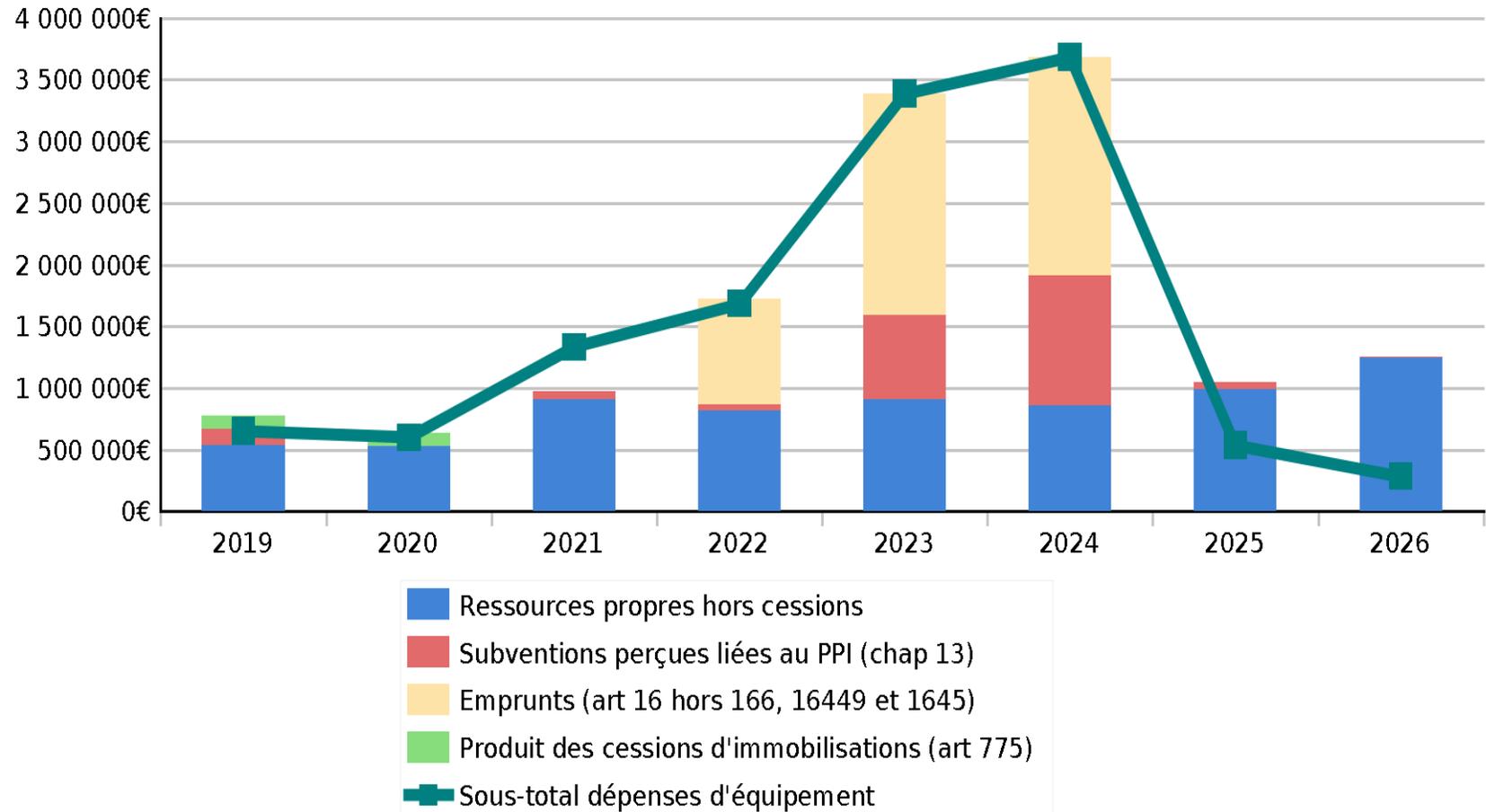
PPI	Total PPI TTC	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Rénovation / extension écoles et restauration scolaire (cuisine centrale)	347	317	30				
Groupe scolaire + restaurant scolaire	6030	30	300	2700	3000		
AD'AP (agenda d'accessibilité progammée)	370	20	350	0	0	0	0
Bassin et renaturation Creusette	940	20	20	250	400	250	
Vidéoprotection passive	35	35					
Voirie et sécurisation	925	195	530	50	50	50	50
Amélioration conditions de travail agents mairie (informatique, téléphonie, équipement, archives)	164	114	10	10	10	10	10
PLU	16	16					
Acquisitions foncières ZAC et Prés de Veysieux	296	162	27	27	27	27	27
Réaménagement du centre village	350	50	150	150			
DAB distributeur à billets	10		10				
Halle aux associations	30		30				
Investissements récurrents	1277	277	200	200	200	200	200
TOTAL	10789	1234	1657	3387	3687	537	287

Scolaire 63%
Sécurité 28%
Services aux habitants 5%
Aménagement territoire 3%
Fonctionnement mairie 2%

Financement PPI (2021 – 2026)

2021 - 2026	K€
<i>Epargne brute</i>	<i>6 030</i>
<i>Taxe d'aménagement</i>	<i>1 547</i>
<i>FCTVA</i>	<i>1 910</i>
<i>Aides PUP et subventions</i>	<i>1 923</i>
<i>Nouveaux emprunts</i>	<i>4 429</i>
TOTAL ressources investissement	15 838
<i>Total PPI</i>	<i>10 800</i>
<i>Total remboursements emprunts historiques</i>	<i>3 201</i>
<i>Total remboursements nouveaux emprunts</i>	<i>555</i>
Total dépenses d'investissement	14 556

Répartition du financement de l'investissement

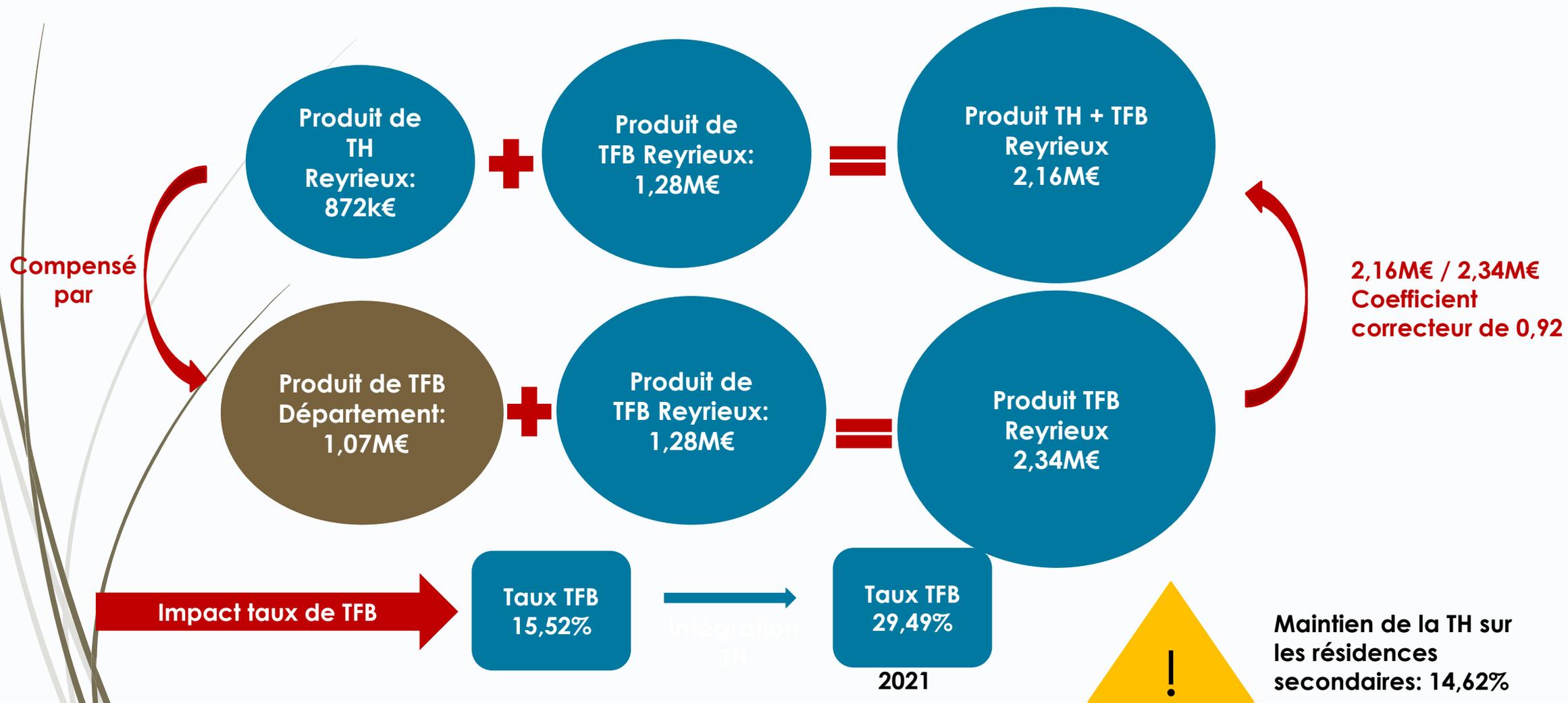




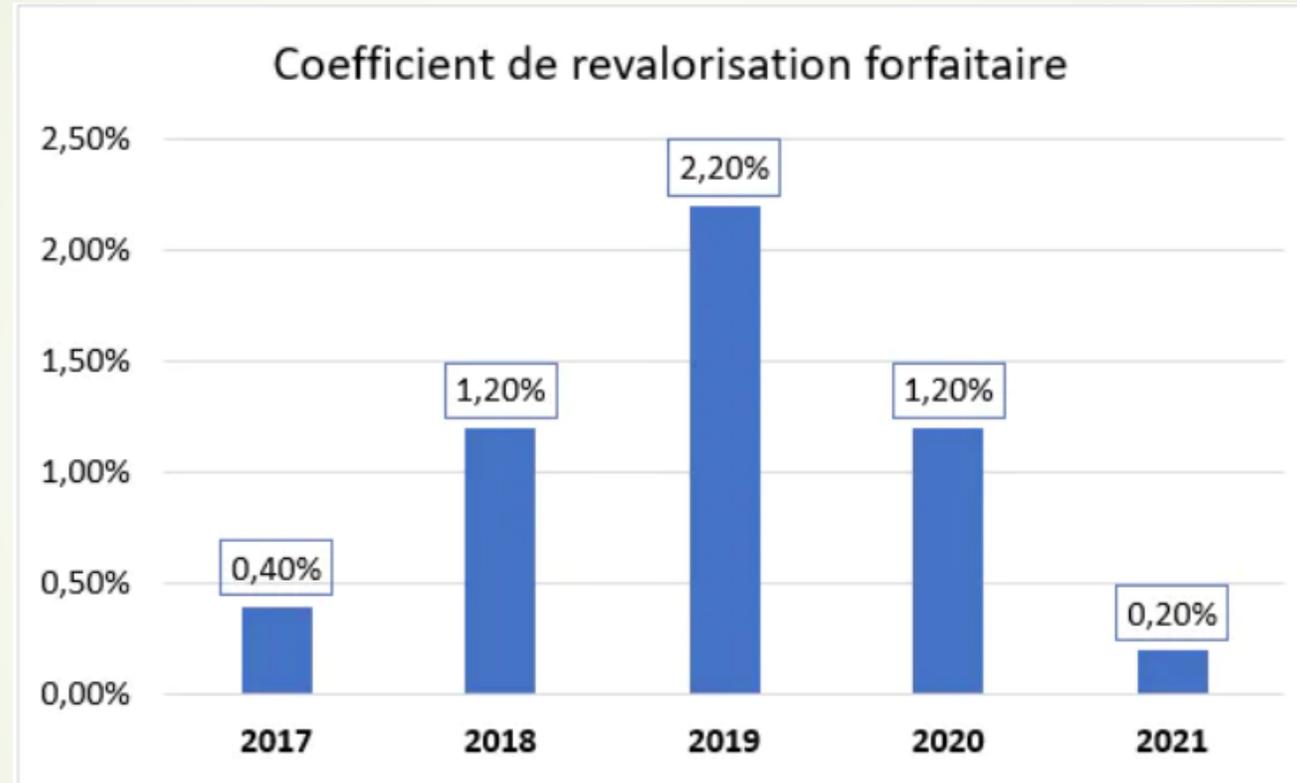
Débat d'Orientation Budgétaire

La fiscalité

Focus sur la récupération du produit Départemental de TFB pour compenser la perte de la Taxe d'habitation pour **REYRIEUX**



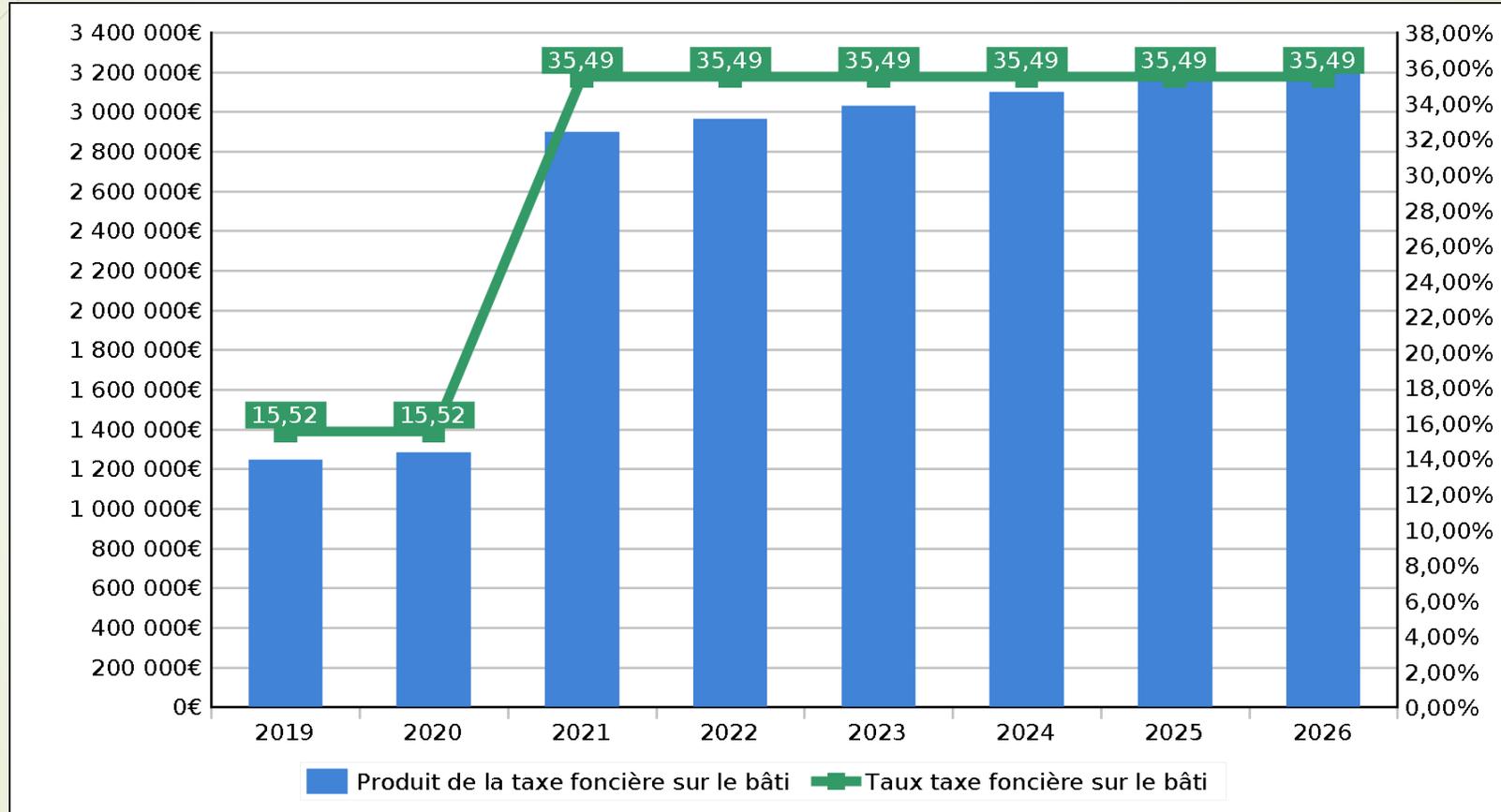
Fiscalité : coefficient de revalorisation forfaitaire



En 2021 l'inflation n'est pas au rendez-vous. Sur un an, l'IPCH (Indice des Prix à la Consommation Harmonisé) est ressorti à **+0,2%** en novembre 2020. C'est le coef de revalorisation forfaitaire retenu par l'Etat

La Taxe foncière sur le bâti

Incluant le TH



Taux moyen national TFB = 21,59% en 2019 ou 35,56% avec TH

Simulation augmentation TF pour un habitant "moyen"

2020	Base VL	Reyrieux	ECPI	Département	Taxes spéciales	TEOM	Gémapi	Frais gestion	TOTAL
Taux		15,52%	0,012%	13,97%	0,166%	9,620%	0,162%		39,45%
€	2346	364,11	0,28	327,75	3,89	225,69	3,80	39	964,53
%		38%	0%	34%	0%	23%	0%	4%	100%

2021	Base VL	Reyrieux	ECPI	Département => commune	Taxes spéciales	TEOM	Gémapi	Frais gestion	TOTAL	Ecart
Taux		21,52%	0,012%	13,97%	0,166%	9,620%	0,162%		45,45%	
€	2346	504,88	0,28	327,75	3,89	225,69	3,80	39	1105,30	140,77
%		46%	0%	30%	0%	20%	0%	4%	100%	
% Evolution	0,0%								14,6%	

2021	Base VL	Reyrieux	ECPI	Département => commune	Taxes spéciales	TEOM	Gémapi	Frais gestion	TOTAL	Ecart
Taux		21,52%	0,012%	13,97%	0,166%	9,620%	0,162%		45,45%	
€	2351	505,89	0,28	328,40	3,90	226,15	3,81	39	1107,43	142,90
%		46%	0%	30%	0%	20%	0%	4%	100%	
% Evolution	0,2%								14,8%	

Débat d'Orientation Budgétaire

Structure de la dette

2020 - 2026

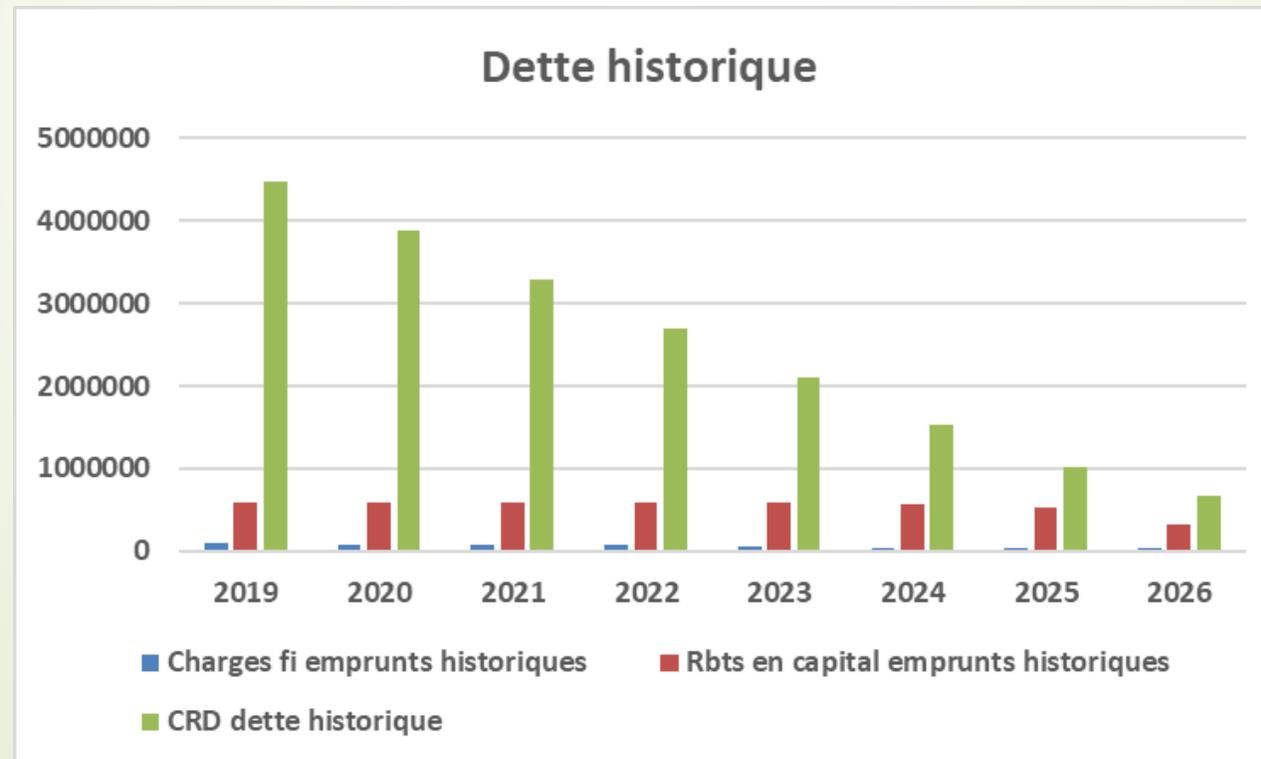


Profil extinction de la dette historique

Periode	Crd initial	Echéances		
		Capital	Intérêt	Total
2020	4 470 348,42 €	593 929,65 €	93 475,00 €	687 404,65 €
2021	3 876 418,77 €	593 929,65 €	80 246,13 €	674 175,78 €
2022	3 282 489,12 €	590 929,65 €	67 104,32 €	658 033,97 €
2023	2 691 559,47 €	586 929,65 €	54 096,06 €	641 025,71 €
2024	2 104 629,82 €	571 929,65 €	41 293,76 €	613 223,41 €
2025	1 532 700,17 €	523 429,62 €	29 150,89 €	552 580,51 €
2026	1 009 270,55 €	333 749,60 €	18 693,90 €	352 443,50 €
2027	675 520,95 €	232 083,32 €	12 815,55 €	244 898,87 €
2028	443 437,63 €	197 083,32 €	8 277,50 €	205 360,82 €
2029	246 354,31 €	197 083,32 €	3 862,83 €	200 946,15 €
2030	49 270,99 €	49 270,99 €	275,92 €	49 546,91 €
	20 382 000,20	4 470 348,42	409 291,86	4 879 640,28

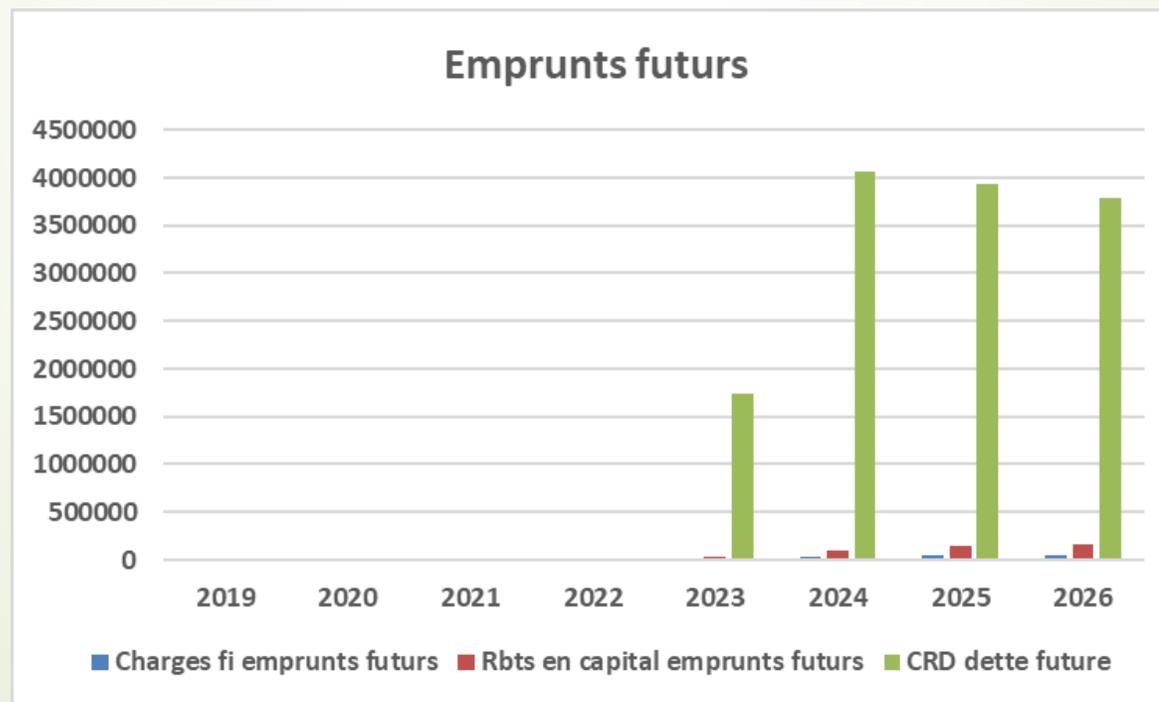
Dette historique

En €	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Charges financières	84 833 €	83 035 €	71 301 €	60 276 €	48 296 €	37 569 €	28 431 €
Remboursement en capital	593 930 €	593 930 €	590 930 €	586 930 €	571 930 €	523 430 €	333 750 €
CRD historique	3 876 419 €	3 282 489 €	2 691 560 €	2 104 630 €	1 532 701 €	1 009 271 €	675 521 €



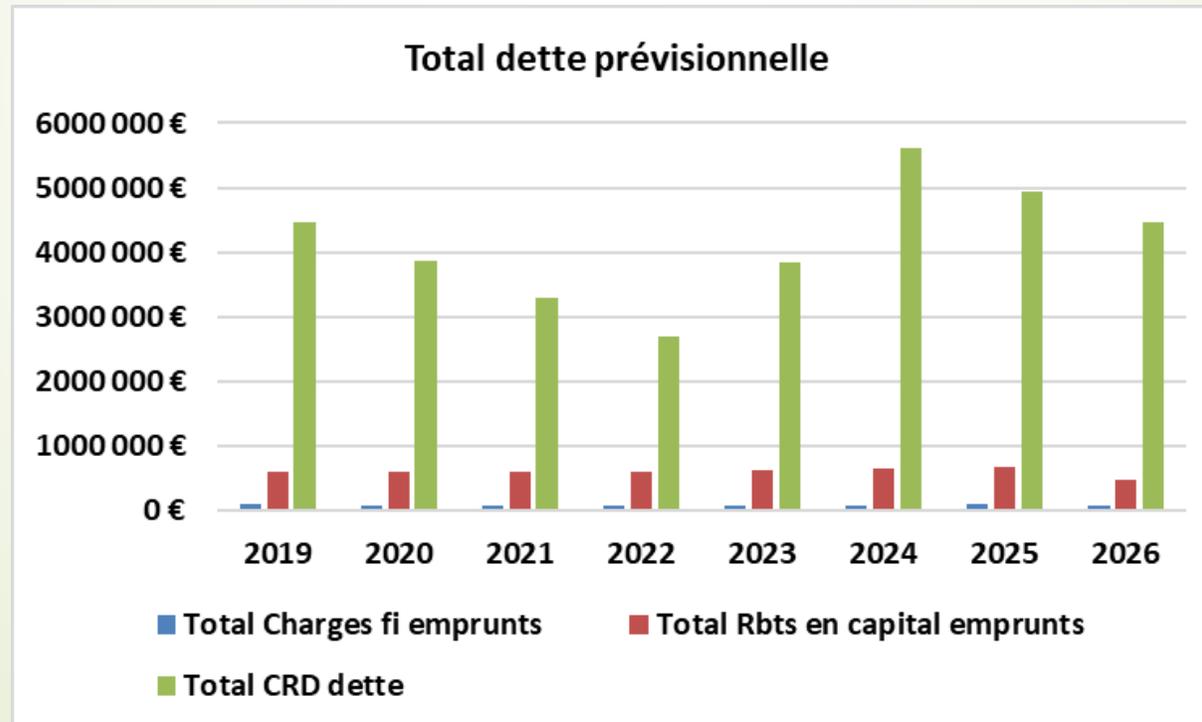
Emprunts futurs

En €	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Charges financières	0 €	0 €	0 €	10 715 €	32 821 €	53 856 €	51 937 €
Remboursement en capital	0 €	0 €	0 €	29 421 €	91 497 €	153 540 €	155 459 €
CRD dette future	0 €	0 €	857 197 €	2 625 662 €	4 308 498 €	4 154 958 €	3 999 499 €

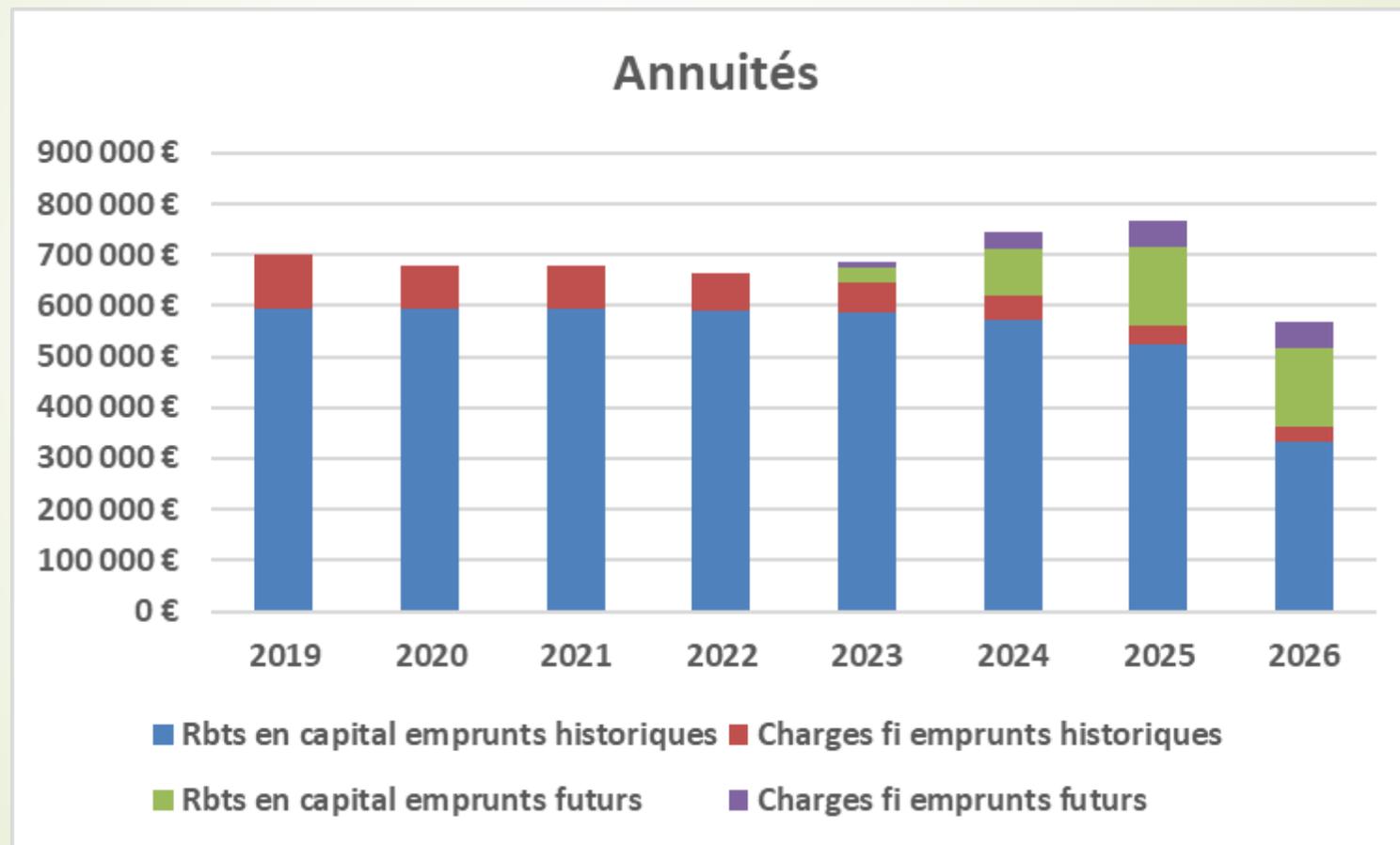


Dettes totale prévisionnelle

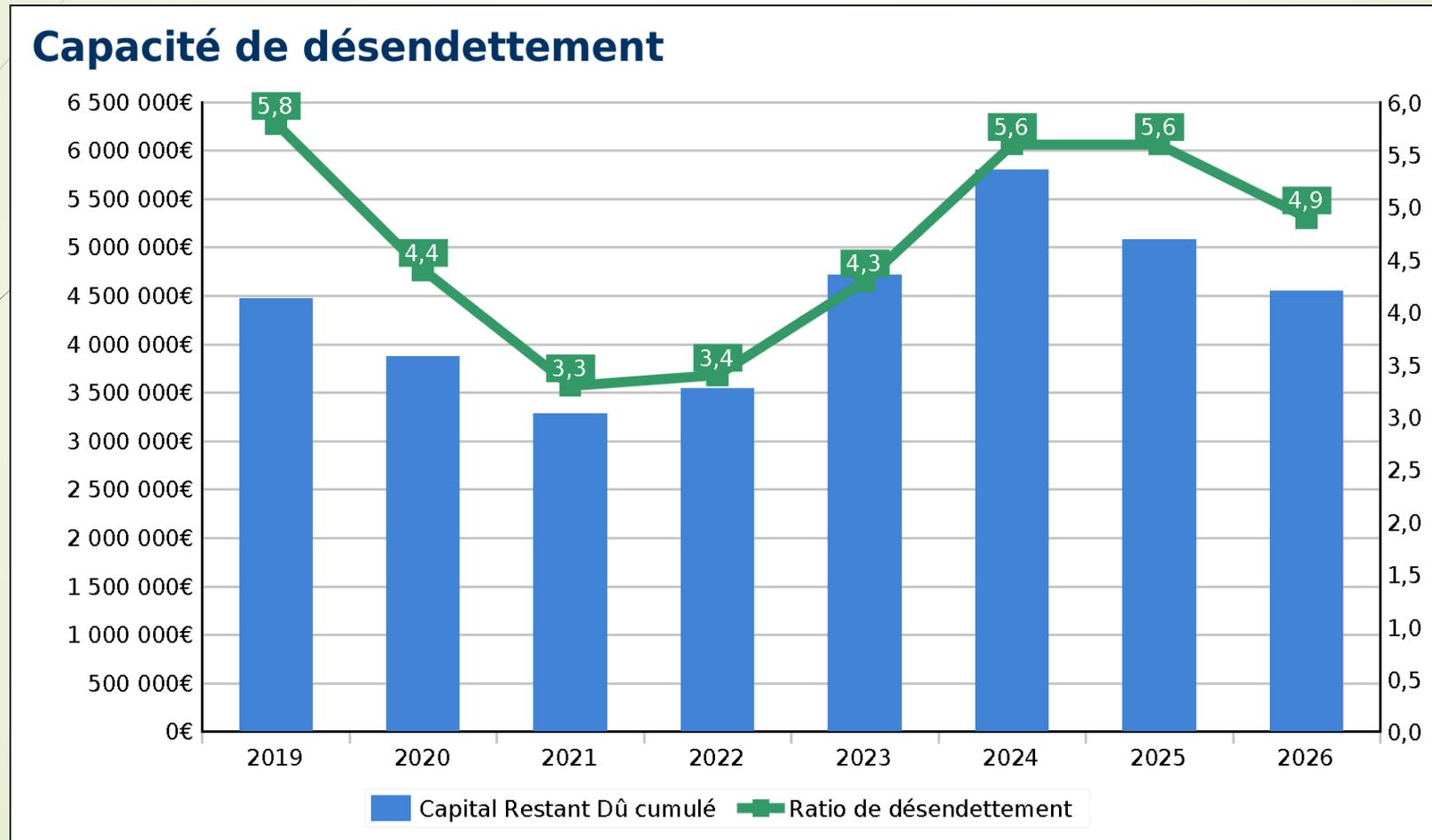
En €	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Charges financières	84 833 €	83 035 €	71 301 €	70 990 €	81 117 €	91 425 €	80 368 €
Remboursement en capital	593 930 €	593 930 €	590 930 €	616 351 €	663 426 €	676 970 €	489 209 €
CRD dette future	3 876 419 €	3 282 489 €	3 548 756 €	4 730 292 €	5 841 199 €	5 164 229 €	4 675 020 €



Annuités de la dette



En cours de la dette(CRD) et CAPDES



Prochains rendez-vous financiers

**24 février 2021 à 20H : Conseil Municipal - Débat Orientation
Budgétaire**

18 mars 2021 à 18H30: commission finances - CA 2020 et BP 2021

**27 mars 2021 à 9H30 (à confirmer) : Conseil Municipal - Vote CA
2020 et BP 2021**





**MERCI POUR VOTRE
ATTENTION**